

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2561 - JEUDI 17 MARS 2015

Règlement de la crise politique

Lecture croisée dans les deux chambres législatives

Les présidents des deux chambres du Parlement ont étalé, à la lumière de leurs discours inaugurant les travaux de la session ordinaire de mars, leurs contradictions quant à leur approche de gestion de l'impasse politique actuelle. Chacun de deux speakers a sa façon d'appréhender la problématique eu égard à ses propres convictions. À l'Assemblée nationale, Aubin Minaku plaide en faveur de la tenue indispensable du dialogue inclusif susceptible d'aider la RDC à organiser des élections apaisées. Il se dit prêt à endosser les résolutions qui en résulteront quels qu'en soient les termes de référence.

Au Sénat, Léon Kengo penche plutôt en faveur du respect de la Constitution du 18 février 2006, « fruit d'un consensus politique obtenu à Sun City » tout en exhortant la communauté nationale à protéger ce « pacte historique, politique et social qui scelle l'union du peuple congolais ».

Page 18



Des sénateurs en plénière

NORD-KIVU

Dix-huit militants de Lucha interpellés par la police



Vue aérienne de la ville de Goma

Plus d'une dizaine des militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) ont été appréhendés, le 15 mars, à Goma par les forces de police alors qu'ils manifestaient pacifiquement pour réclamer la libération de leurs collègues Fred Bauma et Yves Makwambala incarcérés à Kinshasa depuis un an. Pour l'autorité provinciale, ils avaient troublé l'ordre public et craché sur le communiqué officiel de l'autorité urbaine du 3 décembre qui ignore l'exis-

tence d'un tel mouvement dans le ressort de Goma. Depuis lors, le commissariat de la ville de Goma a interdit les activités de Lucha qu'il a qualifié de « mouvement sans fondement juridique » sur toute l'étendue du chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Avocat des militants arrêtés, Me Jean-Paul Lumbumbu sollicite leur relaxation évoquant un dossier vide.

Page 19

ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

30% des Africaines au sud du Sahara propriétaires d'un compte bancaire

Selon les données Global Findex, plus de 40 % des femmes dans le monde n'ont pas accès aux services financiers formels. En Afrique subsaharienne, elles sont seulement 30 % à posséder un compte bancaire, moins de 10 % au Moyen-Orient. Une analyse plus approfondie permet de constater qu'une femme a moins de chance qu'un homme de posséder un compte bancaire et d'avoir recours à une forme d'emprunt formel dans les pays en développement.

Actuellement, le Groupe de la Banque mondiale a initié des projets dans une vingtaine de pays dont la RDC, qui regroupent tristement au moins 73 % des personnes non bancarisées dans le monde. L'objectif d'ici à 2020 est d'arriver à bancariser tous les adultes, autant d'hommes que des femmes. Page 19

CAN 2017

Vingt-sept Léopards sélectionnés contre l'Angola

Les vingt-sept joueurs figurent sur la dernière liste des Léopards qui vont affronter les Palancas Negras d'Angola le 26 mars à Kinshasa et le 29 mars à Luanda dans le cadre de la troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Gabon 2017. Cette deuxième liste, après celle des trente-deux présélectionnés, a été rendue publique le 16 mars par le sélectionneur national Florent Ibenge. On y retrouve dix joueurs vainqueurs de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations organisé du 16 janvier au 7 février au Rwanda. On note aussi l'apparition sur la liste du gardien de but Joseph Bulayima du FC Saint-Éloi Lupopo et, surtout, celle de Paul-José Mpoku pour la première fois parmi les sélectionnés pour un match officiel. Page 21

ÉDITORIAL

Folie

Ne nous leurrions pas, nous qui croyons être trop éloignés des lieux où se commettent, chaque jour qui passe, des attentats meurtriers pour en devenir un jour la cible : le pire peut à tout instant se produire chez nous comme cela vient de se passer à Grand Bassam, en Côte d'Ivoire ; et Brazzaville, comme Pointe-Noire, comme Kinshasa risquent demain de subir l'une de ces attaques qui coûtent à chaque fois la vie à des dizaines de victimes innocentes. Ainsi le veut la logique infernale des « fous de dieu » pour lesquels tuer, torturer, dévaster, anéantir sont des moyens ordinaires qui permettent à de petits groupes d'imposer la loi de l'extrémisme à des nations entières.

Ce qui se passe aujourd'hui en Europe, au Levant, en Afrique du nord et de l'ouest peut se produire demain chez nous avec la même sauvagerie, la même inhumanité, le même déni de la dignité humaine. Nous en avons une preuve accablante avec les atrocités qui ensanglantent depuis des mois la Centrafrique et depuis des années l'Est de la République du Congo. Rien, par conséquent, ne serait plus dangereux pour nous qui vivons en paix dans un pays en pleine émergence que de le croire à l'abri de drames d'autant plus terribles qu'ils se préparent dans l'ombre et sont commis par des individus difficiles à identifier avant qu'ils en viennent à commettre leurs crimes.

La leçon que comportent toutes les tragédies auxquelles nous assistons désormais chaque jour en divers points de la planète est que seul un pouvoir fort, organisé, capable d'anticiper le pire et de le gérer lorsqu'il vient à se produire peut défendre son peuple contre l'innommable. Même s'il est impossible de garantir aux citoyens qu'ils seront protégés contre la folie humaine, il est possible de mettre en place des dispositifs de surveillance, de lutte contre le radicalisme, d'anticipation qui constituent autant de barrières sur lesquelles butera l'extrémisme religieux ou autre.

Alors que le Congo se dote démocratiquement d'institutions modernes, il n'est pas inutile de rappeler à ceux qui le dirigeront demain qu'au nombre des défis à relever figurera en très bonne place la protection de la société civile contre la folie humaine. L'expérience prouve que l'on n'anticipe jamais assez un avenir probable, sinon même certain.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS

Le Pool, avant-dernière étape de campagne de Denis Sassou N'Guesso

Les équipes de campagne du candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle prévoient un accueil triomphal à Denis Sassou N'Guesso qui regagne Brazzaville, ce 17 mars, après une tournée électorale de deux semaines à l'intérieur du pays. Avant le meeting de clôture de campagne qu'elles projettent grandiose dans la capitale vendredi.

Le département du Pool a bouclé le périple grâce auquel Denis Sassou N'Guesso a battu campagne, avec un succès certain dans quelques trente sept localités du Congo. De ce point de vue, il a été le seul candidat parmi les neuf en course pour le fauteuil présidentiel à communier avec ses potentiels électeurs de l'ensemble des départements du Congo. D'où la conviction qu'il se fait de l'emporter dès le premier tour le 20 mars.

Comme cela s'est passé dans les autres départements, le meeting de Kinkala, intervenu après ceux tenus à Mindouli et Boko, rappelait les premiers. À savoir une adhésion à la candidature de Denis Sassou N'Guesso, et la promesse chaque fois renouvelée de voter massivement pour le

président sortant. Le coordinateur local de campagne, Vincent Nganga, a notamment rappelé les efforts consentis par Denis Sassou N'Guesso pour ramener la paix dans le Pool, en plus des infrastructures bâties dans ce département dans le cadre de la municipalisation accélérée mise en route en 2011. Un programme que Denis Sassou N'Guesso a pro-

l'oreille aux marchands d'illusions en cette période électorale. Puis il a rappelé l'amitié Sassou-Kolelas, fondée a-t-il dit sur l'unité nationale, la paix et le développement du Congo.

Le président-candidat a pour sa part salué l'accueil dont il a été l'objet à Kinkala. Il a commenté le bilan de son action ces quinze dernières années inscrivant sa

Qui joue les trouble-fêtes à Mouyondzi?

À Mouyondzi, alors que le meeting du candidat du RMP venait de se terminer sans problème, le 16 mars, quelques jeunes visiblement surexcités et chantant en l'honneur d'un des adversaires du candidat Denis Sassou N'Guesso ont entrepris de jeter quelques projectiles sur les véhicules de campagne de ce dernier. Mais ce coup de sang inexplicable ne suffira sans doute pas à briser les élans de soutien à la candidature du président sortant observés durant sa campagne électorale à l'intérieur du pays, ou même, démentir le fait que le processus s'est déroulé sans incident majeur pour les neuf candidats.

mis de poursuivre s'il est élu. À son tour, Hellot Matson Mampouya, coordonnateur départemental, a réitéré le même message de paix, attirant l'attention des populations du Pool sur le bon choix qu'elles doivent faire le 20 mars, de ne pas prêter

candidature dans la continuité de cette action. «*Nous voterons pour toi à 100%*», ce message entendu à Kinkala sera sans doute le même à Kindamba, tout comme à Ngabé et Mbé qu'il visitera ce 17 mars.

Gankama N'Siah

L'UA déploie une cinquantaine d'observateurs sur le terrain

Une délégation d'observateurs africains conduite par l'ancien Premier ministre djiboutien, Dileita Mohamed Dileita, est arrivée ce mercredi à Brazzaville. « Nous sommes venus accompagner le peuple congolais dans cette échéance importante pour le pays et pour l'Afrique », a déclaré le chef de mission panafricain.

Cette délégation, conduite par Dileita Mohamed Dileita, a été reçue le 16 mars par le ministre congolais des Affaires étrangères, Jean-Claude Gakosso. L'objectif de cet entretien avec

le chef de la diplomatie congolaise, à en croire l'observateur africain, est de prouver au peuple congolais que l'organisation panafricaine est toujours à ses côtés. Le message de l'UA est clair, « nous interpellons tous de façon à ce que le scrutin se déroule dans la transparence et de façon apaisée », a indiqué Dileita Mohamed Dileita. Le dimanche 20 mars, les électeurs congolais sont aux urnes pour élire un nouveau président. « Nous appelons le peuple congolais à se rendre massivement aux urnes dimanche. Aux candidats, ils doivent faire en sorte que l'élection se passe normalement », a lancé l'ancien Premier ministre djiboutien, ajoutant que le Congo

d'aujourd'hui n'est pas celui d'hier « ses acteurs politiques » doivent contribuer à ce que le pays garde son élan de développement.

L'organisation panafricaine va déployer le jour du vote une cinquantaine d'observateurs pour couvrir toute l'étendue du territoire. Mais d'abord, « c'est aux Congolais de montrer leur maturité et responsabilité. Une équipe est déjà sur place et pensons travailler en toute sérénité », a-t-il dit.

En rappel, Dileita Mohamed Dileita est un homme politique djiboutien et ancien Premier ministre de son pays de mars 2001 au mars 2013.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaires des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétariat des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet,
Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétariat général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS

La bataille pour la seconde place

S'ils font cause commune pour la mise en œuvre de la stratégie visant à empêcher le président sortant d'être élu dès le premier tour, les candidats proches de l'opposition IDC-Frocad à l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ont aussi un enjeu politique important pour chacun d'eux : se classer deuxième, derrière Denis Sassou N'Guesso dont la victoire à ce scrutin est fort probable.

Qui donc de Pascal Tsaty Mabiala, André Okombi Salissa, Guy-Brice Parfait Kolelas et Jean-Marie Michel Mokoko, pour ne parler que d'eux, gagnera la plus grosse part de suffrages populaires derrière le président sortant ? La question est d'autant intéressante qu'un tel classement ouvrira, pour son bénéficiaire, la voie royale vers le titre de leader de l'opposition congolaise. Le manque d'un tel patron, on le sait, a longtemps été un handicap aussi bien pour l'opposition que pour la vie démocratique au Congo. Et, la Constitution adoptée le 25 octobre dernier reconnaît et prévoit la mise en place d'une loi qui déterminera le statut de l'opposition politique (article 63). Difficile cependant, au regard des données actuelles, de supputer sur la personne de ce potentiel meilleur perdant.

Pascal Tsaty Mabiala : Le candidat de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) devrait être le favori de cette compétition derrière Denis Sassou N'Guesso, étant donné qu'il dirige la principale formation de l'opposition politique du pays, qui dispose en plus d'une expérience du pouvoir d'Etat (1992-1997). Mais, l'Upads avec, notamment, sept députés à l'Assemblée nationale, deux sénateurs et plusieurs élus locaux, s'est plus illustrée au cours de ces deux dernières décennies par l'incapacité de ses dirigeants à parler le même langage.

Du fait de la guerre des ego et de l'incapacité des dirigeants, dont l'actuel candidat Pascal Tsaty Mabiala, à rassembler le clan des héritiers politiques de Pascal Lissouba,

l'Upads présente trois candidats à la présente élection. Par ailleurs, outre Claudine Munari et Joseph Kignoumbi Kia-Mbougou qui briguent les suffrages du peuple, nombre d'anciens lieutenants de Pascal Lissouba, à l'instar de Martin Mberi, ont opté pour le changement d'épaule de leur fusil. Ils battent campagne pour le président sortant. Ainsi, s'il demeure malgré tout un des hommes en course pour la seconde place, Pascal Tsaty Mabiala n'y va plus avec toutes les chances qui lui confèreraient son statut de leader de l'Upads.

Guy-Brice Parfait Kolelas : L'ancien ministre de la Fonction publique surfe, lui-aussi, sur un héritage politique pas des moindres. Le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), fondé par son défunt père, n'est cependant plus aujourd'hui ce qu'il a été hier. Ici aussi, la mort de Bernard Kolelas a ouvert la voie, des années après, à des dissensions qui ont fini par séparer Guy-Brice Parfait Kolelas de plusieurs barons du mouvement. Hellot Matson Mampouya, Bernard Tchibambelela et son propre frère Euloge Landry Kolelas ne tiennent plus son langage. Ils ont choisi de poursuivre la lutte là où le fondateur du parti les a laissés, c'est-à-dire derrière Denis Sassou N'Guesso, réfutant comme plusieurs autres cadres du mouvement, de briser leur alliance avec le Parti congolais du travail présentée comme le socle de l'unité nationale.

Conséquence de ces dissensions, Guy-Brice Parfait Kolelas se présente pour la première fois à l'élection présidentielle non-pas sous le logo du MCDDI, mais sous celui de la CODEHA. Ainsi, même si son meeting annoncé ce 17 mars au boulevard Alfred Raoul de Brazzaville devrait prouver qu'il détient encore une très importante frange de l'électorat du MCDDI, le candidat de la CODEHA aurait plus à gagner en y allant avec l'appui de tous ses anciens compagnons.

André Okombi Salissa : Autrefois surnommé « Tout Bouge » du fait de sa force de mobilisation et sa capacité à faire mouvoir les choses au sein de la jeunesse de l'actuel parti au pouvoir (PCT), l'ancien ministre de Denis Sassou N'Guesso n'a certainement pas conservé toute sa base du CADD-MJ.

Ce militant connu pour son courage et sa détermination dans ses combats politiques est parfois considéré, à tort ou à raison, comme un dirigeant susceptible d'allumer des incendies dans un pays où tous ne jurent que pour la paix, après toutes les crises politico-militaires qui ont jalonné son parcours récent. Mais cet homme de terrain qui sait souvent se donner les moyens de ses ambitions a, lui aussi, une carte à jouer comme second choix des électeurs congolais à l'issue du vote de dimanche prochain.

Jean-Marie Michel Mokoko : L'ancien chef d'état-major des Forces armées congolaises et chef de Misca en Centrafrique était souvent considéré comme un homme intègre, susceptible de garantir l'intégrité et l'unité du Congo comme il le fit à la tête d'une armée dont il avait défendu ardemment les valeurs républicaines. Mais, cette campagne électorale l'a-t-elle conforté à cette image ?

La fameuse affaire de la vidéo, les interpellations de la justice et, sans doute, son arrivée tardive sur la scène après une annonce de candidature faite à moins de deux mois du scrutin, n'ont pas aidé ce candidat qui a suscité beaucoup de curiosité. Il a cependant sa place dans cette course pour le premier homme de l'opposition, surtout si l'effet Mokoko constaté lors de son meeting à Pointe-Noire se poursuit dans les urnes.

Néanmoins, à chaque élection ses surprises ; celle de dimanche prochain ne devrait pas en manquer. On retient toutefois qu'au-delà de toutes considérations, elle aura été une expérience enrichissante pour la démocratie au Congo.

Thierry Nougou

Henri Bouka «garantit» le respect des votes du peuple

Dans un message solennel adressé aux populations des douze départements du Congo le 16 mars à Brazzaville, le président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka a juré de garantir le vote des Congolais à l'élection présidentielle du 20 mars prochain.



Henri Bouka prononçant son message

« Je garantis que vos votes, Peuple du Congo, seront respectés, qu'ils seront dépouillés, notés et compilés en faveur du candidat au profit duquel vous vous êtes exprimés. Les résultats qui en découleront seront la traduction juste des suffrages exprimés », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Vous êtes le peuple du Congo, seul détenteur de la souveraineté nationale, que vous exercez au moyen du suffrage universel, par l'expression de vos votes. Celle-ci vous appartient à vous et vous seuls. »

« La CNEI a été instituée et constituée dans le strict respect des lois de la République. Les hommes qui l'animent ont foi en leur mission dont ils connaissent l'exacte portée. »

Henri Bouka a rappelé qu'aucune fraction, ni aucun corps de l'Etat, ni aucun individu ou personnage quel que soit son statut social actuel ou à venir, ne peut prétendre qu'il est le souverain.

Le président de la CNEI n'a pas manqué de s'attarder sur la campagne électorale qui bat son plein actuellement et qui est selon lui, le moment où chaque candidat en lice agite l'opinion afin que le plus grand nombre vote pour lui et lui donne l'accès à l'exercice de la plus haute fonction.

Dans ces conditions, a-t-il signifié, il n'y a ni place à l'invective et à l'injure comme il n'y a ni place à l'instrumentalisation des populations, et surtout des jeunes. « Nous sommes des Bantous et nos traditions millénaires n'admettent pas que les chefs s'injurient entre eux ou qu'ils injurient les plus petits. Le chef, chez les peuples Bantous est digne et respectueux », a-t-il indiqué.

Ce dernier a rappelé que la CNEI dont il a la charge et qui est aujourd'hui l'objet de nombreuses méfiances est neutre, impartiale et travaille de manière indépendante. « La CNEI a été instituée et constituée dans le strict respect des lois de la République. Les hommes qui l'animent ont foi en leur mission dont ils connaissent l'exacte portée. »

Revenant sur les propos incitant à la violence proférés par certains, Henri Bouka a invité les Congolais à veiller à ce que personne ne vienne mettre en péril la paix. Cette paix dont tout le monde a connu la valeur, au delà de toute violence vécue, peut être mesurée comme l'on pèse une marchandise sur une balance. « Il n'y a pas de place pour le péril et le peuple du Congo ne servira d'escabeau, pour le pouvoir, à personne sauf dans les conditions instituées par les lois de la République et spécialement la loi électorale dont je garantis la stricte observation à tous les candidats et à ceux qui ont choisi de voter pour eux. »

Aux membres des commissions locales d'organisation des élections, il les a exhortés à n'avoir comme maître que la loi et la loi seule. Enfin s'adressant aux populations de Brazzaville et autres localités qui commencent à emballer leurs affaires, Henri Bouka a déclaré, « Je peux vous garantir que le vote aura lieu dans la paix, l'ordre et la sérénité, parce que la nation congolaise est et sera toujours une nation gouvernée. »

Jean Jacques Koubemba

ARRÊT SUR IMAGE



Lune des curiosités ou certainement des performances de la campagne électorale en cours ce sont les drones équipés de caméra. Ces petits engins volants hyper-intelligents récoltent à merveille les images lors de grands rassemblements. Ici pendant le meeting de Denis Sassou N'Guesso à Kinkala, le 16 mars.

PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS

Les porte-paroles de Denis Sassou N'Guesso insistent sur le respect des voies de recours

A la faveur d'une conférence de presse organisée le 16 mars à Brazzaville, les porte-paroles du candidat Denis Sassou N'Guesso ont appelé tous les candidats à l'élection présidentielle à plus de responsabilité et au respect des voies de recours.

Juste Mondelé qui a ouvert la série des communications s'est félicité du climat serein observé depuis le 4 mars, date de l'ouverture de la campagne électorale pour le scrutin présidentiel. Cependant, a-t-il noté, en dépit de cet état de fait, certains candidats agitent la peur au point où de nombreux Congolais éprouvent actuellement de la psychose déplorable. Ces candidats qui sèment la psychose, a-t-il ajouté, semblent esouffler par le rythme qui leur est imposé par la campagne accélérée de Denis Sassou N'Guesso décidé d'édifier le peuple profond sur son projet de société « la marche vers le développement ». C'est ce qui justifie, a dit Juste Mondelé, son périple à travers tout le pays.

De son côté, Bienvenu Okiemy a rappelé que le contrat social congolais est fondé sur les sacrés principes de la démocratie. L'accession au pouvoir, a-t-il dit, se fait au moyen de la consultation du peuple souverain par le vote et non par la violence et autres manœuvres séditionnelles. Ainsi, le 20 mars, jour de l'élection prési-

dentielle, a précisé l'orateur, les candidats vont mesurer le degré d'adhésion du peuple à leurs projets de société par les suffrages exprimés en leur faveur.

« *L'élection présidentielle et la circonscription unique* », tel est le thème développé par François Ibovi qui a clairement indiqué que le scrutin présidentiel est une élection uninominale. C'est un candidat face à ses potentiels électeurs et non un groupement de partis face au peuple. Il a passé en revue les différentes formes d'élection pour faire comprendre à certains candidats que la loi ne leur permet pas, en ce qui concerne l'élection du président de la République, d'organiser des activités de campagne électorale d'ensemble au premier tour du scrutin, au nom de l'appartenance à un même groupement politique.

Prenant la parole à son tour, Henri Marcellin Dzoumaguelet a édifié les journalistes sur les missions essentielles d'une Commission électorale indépendante (CNEI). Selon lui, il y en a plusieurs, mais l'orateur s'est contenté de deux

d'entre elles, à savoir : la centralisation des résultats transmis par les commissions locales et la transmission des résultats au ministre de l'intérieur pour la proclamation.

A propos de ce dernier aspect, Henri Marcellin Dzoumaguelet a précisé qu'à ce niveau la compétence du ministre de l'intérieur est liée parce qu'il est contraint de ne proclamer que des résultats transmis par la CNEI sans retrancher ni ajouter. Les résultats définitifs, a-t-il dit, ne sont proclamés que par la Cour constitutionnelle. Aucun organe quel qu'il soit, a-t-il précisé, n'a le pouvoir dans un pays démocratique de publier les résultats d'une élection politique populaire.

La Cour constitutionnelle demeure la seule voie de recours

Si un candidat, a indiqué Henri Marcellin Dzoumaguelet, conteste les résultats proclamés par le ministre de l'intérieur, il formule son recours à la Cour Constitutionnelle. S'il se réfère au peuple, c'est de l'insurrection populaire, a-t-il martelé, avant de rappeler que ces principes juridiques sont communs à tous les pays africains de l'espace francophone.

Roger Ngombé

Génération Z mobilise la jeunesse de Talangai

« 100% DSN », a été l'essentiel du message porté par le président de Génération Z (GZ), Antoine Bienaimé Obam'Ondon, le 15 mars à Talangai, dans le sixième arrondissement de Brazzaville.



Un membre de la coordination de la GZ expliquant l'usage du bulletin unique

La GZ entend plébisciter Denis Sassou N'Guesso dès le premier tour. Pour ce faire, le président de cette dynamique a demandé aux jeunes de Talangai de voter massivement leur candidat. « *Beaucoup vont à des meetings et soutiennent des candidats mais, ne constituent pas l'électorat. Ces jeunes nous ont rassuré qu'ils voteront 100% Sassou le 20 mars. Ainsi, je suis convaincu que le candidat de la Génération Z gagnera. Vous voyez que je n'ai même plus besoin d'expliquer aux jeunes le projet de société de notre candidat parce qu'ils savent que l'homme en lui-même est le seul candidat responsable et sérieux qui peut conduire notre pays. Nous pensons que c'est le peuple qui tranchera et l'élection se passera bien. Chacun votera son candidat mais nous sommes en train de tout faire pour avoir les 70% de la population à majorité jeune. Voilà pourquoi nous parlons de 100%* », a déclaré Antoine Bienaimé Obam'Ondon.

Et de conclure : « *Notre ambition ne s'arrête pas seulement qu'à l'élection présidentielle, puisque nous irons aux législatives. Nous œuvrons pour la gouvernance intergénérationnelle, donc il nous faut continuer avec celui qui est prêt à travailler pour nous* ».

Josiane Mambou Loukoula

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI au VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUES

L'art dans sa Généralité de la Tradition à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso immeuble les manguiers (Moïa) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

COURS DU MARCHÉ

La flambée du prix du poisson inquiète

Depuis un moment, acheter du poisson fumé ou d'eau douce sur le marché, donne du fil à retordre à bon nombre de ménage qui désire consommer frais. Actuellement, la mallette de 35000 est vendue à 70.000FCFA. Les tas dont les prix oscillent entre 1000FCFA et 2500FCFA ont considérablement diminué de volume. A quoi est réellement due la spéculation autour de ce produit tant prisé et nécessaire pour une alimentation équilibrée ?



Poisson fumé déballé photo adiac

D'emblée, une vendeuse de poisson au marché de Ouenzé a réagi en ces termes : « je suis obligée de diminuer le nombre de poissons qui forment un tas, parce qu'il me faut quand même avoir du bénéfice. Il y a deux semaines j'ai acheté la mallette à 40.000 FCFA et actuellement elle revient à 65.000 FCFA, voire 70.000 FCFA. Voyez-vous ? ».

Fethy, une consommatrice de poisson exprime sa désolation face à la montée vertigineuse du prix de ce produit. « Chez moi, je prépare de moins en moins le poisson à cause de son prix devenu exorbitant. Pour joindre les deux bouts du mois, je dois éviter de faire trop de dépenses ».

Abordé à ce sujet, le directeur du Contrôle, demande, qualité et sécurité alimentaire au ministère de la Pêche et de l'aquaculture, Maurice Nkaya, a évoqué deux faits qui, selon lui, sont à l'origine de l'augmentation des prix du poisson.

Il s'agit, en premier lieu, de l'insuffisance de la production locale. Quand la demande est supérieure à l'offre, automatiquement, les prix augmentent, a-t-il reconnu. Le second serait dû au phénomène dit « bissombéla », selon lequel, le produit n'est pas directement vendu par le grossiste mais passe par plus d'un revendeur. « Il suffit d'observer quand le bateau accoste au port de Yoro.

Toute la marchandise d'un pêcheur peut être consignée par une seule personne avant même que ce dernier ne donne son prix. Après un compromis entre les deux, ce commerçant revend le poisson sur place, mais plus cher. C'est ça la triste réalité », a-t-il déploré.

« C'est au ministère du Commerce de prendre ses responsabilités vis-à-vis de ce phénomène. Ce n'est pas à nous producteurs de régler cette situation. L'effort que nous devons faire c'est d'augmenter la production », a indiqué le directeur du contrôle, démarche qualité et sécurité alimentaire au ministère de la Pêche.

Réagissant à ces propos, le directeur général du Commerce intérieur au ministère du Commerce et des approvisionnements, Michel Kounga, a relevé que son département n'intervient pas dans la fixation des prix à ce genre de produit. « Les homologations sont faites sur une certaine base à savoir, les coûts d'importations et d'approche. Pour le cas précis, c'est difficile », a-t-il déclaré.

Quant au directeur des Approvisionnements, de la distribution et des prix au même ministère, Gaspar Mouyabi Mbaya, il a, pour sa part, précisé : « les produits de la pêche locale ne sont pas des produits industriels où, vous avez tous les éléments qui permettent de déterminer le prix. Par le passé, ce sont les conseils départementaux et communaux qui fixaient les prix grâce à la mercuriale, mais le système n'existe plus ».

Des initiatives pour combler le déficit

Pour faire face au déficit de 40.000 tonnes de poissons par an, le Congo outre sa politique d'importation (Sénégal, Namibie et Norvège), est en train de mettre en œuvre un projet de développement de la pêche et de l'aqua-

culture continentale conjointement financé avec le Fonds international de développement agricole (Fida).

Ce projet vise entre autres à accroître les revenus des petits pêcheurs tout en favorisant une gestion durable des pêcheries et assurer une pêche plus productive. Il s'agira aussi de moderniser la transformation et la commercialisation des produits halieutiques dans les départements de la Cuvette, la Cuvette-Ouest, la Sangha et les Plateaux, au nord du pays, alors que des partenariats sont en cours d'étude sur ce domaine avec l'Italie, l'Espagne et la Chine, des partenariats sont en cours d'étude.

Le secteur de la Pêche et de l'aquaculture en République du Congo est potentiellement porteur et vecteur de la croissance et de l'emploi. Le pays possède, en effet, une façade maritime de 170km sur l'atlantique avec une zone économique exclusive de plus de 60.000km² et, un plateau continental d'une superficie de 11.000km². Si toutes ces richesses étaient mises en valeur, le Congo qui envisage l'émergence à l'horizon 2025, pourrait atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Lopelle Mboussa Gassia

AVIS DE VENTE

La Croix-Rouge française met en vente un véhicule d'occasion « en l'état »:

Peugeot Partner, 7 CV, moteur Diesel, année de construction 2005, année de mise en circulation 2006, kilométrage 28 300, sous douane - Prix minimum : 1 million de FCFA

Si vous êtes intéressé, merci de déposer une offre financière sous plis fermés avant le vendredi 25 mars 2016 - 15h à l'attention de Madame Judith Bavoueza (c/o Croix-Rouge congolaise, 8 rue Lucien Fourneau, en face du ministère de la fonction publique - Brazzaville) ou Madame Gisèle Kolelas (c/o Croix-Rouge française, Centre de Traitement Ambulatoire de Pointe-Noire, Hôpital Adolphe Sicé), du lundi au vendredi entre 9h et 15h.

Le véhicule pourra être vu uniquement le mardi 22 mars 2016 entre 9h et 15h (c/o Croix-Rouge française, Centre de Traitement Ambulatoire de Pointe-Noire, Hôpital Adolphe Sicé).

Pour annonce mail/affiche (interne)

Marque : PEUGEOT

Type : PARTNER

Genre : Fourgonette

Modèle : VF3GJ

Couleur : BLANC

Numéro de châssis : VF3GJWJYB95196930

Immatriculation : IT 282 IT6

Puissance : 7 CV

Source d'énergie : DIESEL

Année de Construction : 2005

Année de mise en circulation : 2006

Kilométrage : 28 300

Régime : Sous douane

Prix minimum : 1 000 000 FCFA

Description :

- VHL en bon état
- Batterie à changer
- Problème de préchauffage pour le démarrage
- Courroie d'alternateur à réparer

ESCIC INFO

L'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC) de la Chambre de Commerce de Pointe - Noire et de Paris recherche des formateurs praticiens du niveau minimum Master avec une forte expérience pour ses formations en Masters 1 & 2 et bilingues pour sa formation BBA (Bachelor of Business Administration en Anglais) dans les domaines de la Comptabilité - Finances - Gestion - Management - Informatique - Droit et Fiscalité.

Veillez adresser un CV et une lettre de motivation à l'adresse suivante : escicinfo2013@gmail.com.



AVIS DE VACANCE DE POSTE

IMEX Group, recrute pour une de ses filiales :

1-Technico-Commercial.

Niveau d'étude : BAC + 2 (minimum) en Informatique, Télécommunication avec des aptitudes commerciales.

Expérience requise : Etre spécialisé dans la vente de produits et services plus ou moins techniques. Etre capable d'identifier les besoins spécifiques des clients et trouver des solutions et des stratégies adéquates pour optimiser les ventes. Savoir fidéliser ses clients et rechercher de nouvelles opportunités ou de nouveaux contrats de vente. Etre capable d'opérer dans une organisation menée par la performance. La maîtrise de l'Anglais serait un atout majeur.

Lieu de la fonction : Pointe-Noire

Date de publication : le Lundi 14 Mars 2016

Date de clôture de l'offre : le Vendredi 25 Mars 2016

Candidatures à adresser à la Directrice des Ressources Humaines du Groupe IMEX.

Lieu de dépôt des candidatures :

PNR : 6ème étage Tour Miroir (Rond-Point Kassai).

Adresse-mail :

contact@imex-group.fr

imexgrouprecrutement@yangooo.net

AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BRAZZAVILLE

NUMERO D'ANNONCE : 004 / 2016

OFFRE D'EMPLOI POUR LE POSTE DE: ELECTRICIEN

Grade du Poste: FSN-04 (Grille salariale des employés locaux de l'Ambassade des Etats-Unis)

DATE D'OUVERTURE: lundi 29 février 2016;

DATE DE CLOTURE: lundi 21 mars 2016

Nature du contrat : Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai).

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un (1) individu ayant un brevet d'études techniques (B.E.T) ou équivalent en électricité ou en génie électrique ; un niveau acceptable de la langue anglaise (Niveau 2) ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans la section en charge de l'entretien et de la maintenance des installations et des équipements.

L'intéressé(e) aura entre autres tâches: d'installer des panneaux électriques, des commutateurs de transfert automatiques, des régulateurs de tension automatiques. Il (Elle) effectuera également des câblages intérieurs et extérieurs. Il (Elle) assurera en outre l'entretien des appareils électro-ménagers dans les résidences.

L'intéressé (e) exécutera également d'autres tâches sur instruction de son superviseur. Un test est prévu, pour les candidats qui seront présélectionnés. Les candidats dont les dossiers ne seront pas retenus pour ce test ne seront pas contactés.

Pour postuler, prière de visiter notre site internet:

<http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>.

Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants : 06-612-2073 / 06-612-2133 / 06-612-2143 / 06-612-2109

Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov

Prière d'adresser vos candidatures au :

Management Officer

U.S. Embassy Brazzaville – Boulevard Denis Sassou N'Guesso
N°: 70-83 Section D (Face Maternité Blanche Gomez)

Bacongo, Centre-Ville.

Brazzaville, Republic of Congo

Merci de votre intérêt et bonne chance!

Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

N.B : LES DOSSIERS DEVRONT ETRE COMPLETS, LES DOSSIERS INCOMPLETS NE SERONT PAS ACCEPTES ET SERONT DONC REJETES.

Merci de votre intérêt et Bonne chance!

AVIATION AFRICAINE

La 25^e conférence annuelle a mis en avant les opportunités d'affaires

La 25^e Conférence annuelle de l'aviation africaine (MRO) « Airline Maintenance, Repair and Overhaul », tenue du 14 au 16 mars à Casablanca, au Maroc, a permis de mettre en avant les performances du secteur aéronautique en Afrique.

Cette rencontre des spécialistes de l'aéronautique organisée par Royal Air Maroc (RAM) visait à mettre en relief le développement du secteur tout au long de ces dernières années. Ceci étant, parce que la MRO qui se tient chaque année dans un pays africain se veut être un carrefour d'échanges pour le secteur de l'aéronautique et du transport aérien. Il s'est agi donc d'un grand salon dédié à l'activité de la maintenance aéronautique sur le continent africain, qui traite des spécificités de ce marché.

Cette année, la MRO a favorisé la promotion de l'aviation

en Afrique et encouragé les échanges entre les partenaires africains. Selon les données de l'Association du transport aérien international (IATA), l'industrie soutient près de 6,9 millions d'emplois sur le continent africain et contribue à environ 80 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique.

La conférence de Casablanca a regroupé les acteurs et opérateurs de la maintenance de l'aviation civile notamment en Afrique ainsi que les constructeurs et fournisseurs de l'industrie aéronautique, de différentes nationalités. Outre les africaines, on pouvait compter

des compagnies européennes, arabes et asiatiques.

En accueillant la 25^e édition de la MRO, le Maroc a confirmé son positionnement sur le marché international d'autant que le secteur des industries aéronautiques est en plein essor dans ce pays. Inscrit dans la carte mondiale de la construction aéronautique, le pays a fait le choix de faire de l'industrie aéronautique, sous toutes ses formes, un axe prioritaire pour l'émergence de son industrie et son économie. Le ministère de l'Équipement, du transport et de la logistique du Maroc a illustré cette position au fait que la hausse de

8% du trafic aérien a été enregistrée en 2015 dans son pays. Les aéroports marocains ont accueilli jusqu'à 18 millions de passagers l'année écoulée, doublant pratiquement leurs performances en dix ans (10 millions en 2005) alors que pas moins de 60 compagnies aériennes ont transité par le Maroc le reliant au reste du monde. Royal Air Maroc, à elle seule, a transporté quelque 6,3 millions de voyageurs, dont 1,4 million vers l'Afrique, où la compagnie nationale dessert 33 destinations à un rythme régulier.

«L'aéroport Mohammed V est ainsi le premier hub en Afrique pour le déplacement des Africains entre le continent et le reste du monde», souligne le ministère. Avec

une stratégie bien rodée, le pays vise à attirer près de 90 millions de passagers d'ici 2035.

Présente depuis sa création en 1957 en Afrique, Royal Air Maroc est une compagnie aérienne leader dans ce continent. Avec une flotte jeune composée de 53 appareils, elle dessert plus de 90 destinations dans le monde et transporte plus de 6 millions de passagers par an. Capitalisant sur l'emplacement géographique du Maroc en tant que hub entre l'Europe et l'Afrique et surtout sur les relations ancestrales entre le royaume et les pays du continent, Royal Air Maroc se positionne comme un acteur aérien essentiel au niveau international.

Nestor N'Gampoula

DÉFENSE ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

La France prépositionne des éléments du GIGN à Ouagadougou

Dans le cadre des opérations Barkhane dans la région du Sahel, la France, par le biais de son ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a « décidé de positionner à Ouagadougou [Burkina Faso] des éléments du GIGN [Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale] », spécialisés dans les actions rapides, notamment la lutte contre le terrorisme

Bernard Cazeneuve a fait cette annonce lors d'une conférence de presse le 15 mars à Abidjan en Côte d'Ivoire, sans donner d'autres précisions. Il s'y trouvait avec le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, pour témoigner de la solidarité de la France à ce pays d'Afrique de l'Ouest meurtri par un attentat d'un groupe jihadiste, qui a fait officiellement 18 morts dont 4 Français, le 13 mars dans la station balnéaire de Grand Bassam.

L'attaque a été revendiquée par le groupe extrémiste Al-Mourabitoun lié à la nébuleuse terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Bernard Cazeneuve a indiqué que ces éléments du GIGN « pourront dans la région, en cas d'attaque, intervenir rapidement, apporter des formations, apporter un concours dans des circonstances de crise de terrorisme », sans préciser les moyens mis à la disposition de cette unité.

Ainsi, le GIGN va rejoindre les commandos du dispositif Sabre. En janvier dernier, la capitale du Burkina Faso a été le théâtre d'une attaque djihadiste contre un restaurant et un hôtel qui avait fait 30 morts.

Un régiment de chasseurs français se prépare à se rejoindre le

Tchad

Toujours dans le cadre de l'opération Barkhane, le 4^e régiment de chasseurs de Gap se prépare à rejoindre le Tchad. Avant d'être déployé au Tchad, le régiment a suivi une mise en condition avant projection (MCP) qui avait pour objectif l'entraînement et la qualification des soldats dans leurs métiers respectifs.

Les FFCI pour la protection des intérêts français en Côte d'Ivoire On en parle très peu, depuis le 1^{er} janvier 2016, la France, qui se préparait à des attaques terroristes en Côte d'Ivoire, a créé les Forces françaises en Côte d'Ivoire (FFCI), une de ses deux bases opérationnelles avancées en Afrique de l'Ouest. Il s'agit-là d'un réservoir de force, rapidement projetable en cas de crise dans la sous-région et un point d'appui logistique. Elles ont la charge d'assurer la défense des intérêts français et la sécurité de ses ressortissants, tout en assumant la coopération militaire régionale.

Grâce à son positionnement géographique, la qualité de ses infrastructures portuaires et aéroportuaires et les capacités de ses emprises, la Côte d'Ivoire est considérée comme une zone d'intérêt stratégique identifiée

par le Livre blanc de 2013.

Ainsi, depuis 2015, et en cohérence avec le traité de partenariat de défense entre la France et la Côte d'Ivoire, les FFCI forment une plateforme stratégique, opérationnelle et logistique majeure sur la façade ouest-africaine. Elles ont l'avantage de pouvoir projeter ponctuellement des unités au profit d'une opération française dans la région, en fonction des besoins, comme pour l'opération Barkhane.

Les FFCI et la coopération militaire régionale

L'autre volet majeur de la mission des FFCI consiste à mettre en œuvre la coopération militaire régionale avec les forces africaines partenaires, notamment les forces ivoiriennes, avec lesquelles la France entretient un lien historique. Cette coopération est centrée autour de la formation et vise à accompagner la réforme de l'armée ivoirienne. Depuis un an, 2 500 militaires ivoiriens ont suivi une formation dispensée par l'armée française. Mais il devient difficile d'avoir l'effectif exact des forces françaises en Afrique de l'Ouest. Rien que la force Barkhane, lancée le 1^{er} août 2014, et dont la zone d'opération couvre le Niger, le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Tchad, compte au moins 3500 militaires.

Noël Ndong

AFFAIRES

Classement des pays africains selon l'attractivité de leur secteur minier

Selon le dernier sondage annuel de l'Institut Fraser auprès des sociétés minières, l'environnement minier africain s'est légèrement amélioré au cours de l'année 2015, avec, notamment une hausse de l'attractivité en ce qui concerne l'investissement étranger. Bien que le continent n'ait pas renoué avec les bonnes performances de 2011, il dépasse désormais les régions de l'Océanie, de l'Asie, de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Argentine en matière d'attractivité des capitaux.

Pour ce qui est de l'attractivité globale, en prenant en compte le potentiel minier, le Maroc devient le pays africain le mieux classé (24^e mondial) suivi du Burkina-Faso (29^e) et du Ghana (31^e). La Guinée et le Kenya sont quant à eux les plus mal classés. La mauvaise place du Kenya s'explique par la nouvelle loi minière qui donne au gouvernement 10% des capitaux propres des mines. Quant à la Guinée, elle a procédé à une augmentation des redevances sur l'or alors que le coût de ce dernier avait baissé.

Malgré la baisse de ses scores par rapport à l'année dernière, le Botswana demeure le pays africain disposant du meilleur cadre légal dans le secteur minier. Ses «mauvais» résultats s'expliquent par les obstacles au commerce qui lui ont fait perdre 19 points : la base de données géologiques (-15 pts) et la disponibilité de la main d'œuvre (-5pts). Elle occupe la 14^e place mondiale pour ce critère et est suivie par le Maroc (24^e).

Deux pays africains, le Zimbabwe (106^e) et le Niger (103^e) se retrouvent dans les dix dernières places du classement des 109 pays étudiés en matière de politique minière. Cette mauvaise

position du Zimbabwe s'explique par les problèmes de corruption, de saisie de biens privés et l'existence d'une compagnie d'Etat qui est propriétaire de 50% des ressources locales. Le Niger est passé de la 92^e place à la 103^e à cause du dédoublement et de l'incohérence de sa réglementation, entre autres.

Le Fraser Institute réalise chaque année ce classement des pays du monde, en fonction de l'attractivité de leur secteur minier. Pour réaliser celui de 2015, il a analysé les réponses de 372 acteurs du secteur à propos d'un questionnaire relatif à 15 facteurs qui influencent les décisions des compagnies à investir dans les pays. Au nombre de ces critères, on peut citer les réglementations mises en place par les gouvernements, le système légal, le régime de taxation, les infrastructures, la stabilité politique, les lois concernant le travail.

Classements des 20 pays africains les plus attractifs selon le rapport de Fraser Institute

- 1-Maroc (24^e à l'échelle mondiale)
- 2-Burkina-Faso (29^e)
- 3-Ghana (31^e)
- 4-Namibie (33^e)
- 5-Botswana (39^e)
- 6-Erythrée (41^e)
- 7-Côte d'Ivoire (42^e)
- 8-Ethiopie (51^e)
- 9-Madagascar (54^e)
- 10-RD Congo (60^e)
- 11-Afrique du Sud (66^e)
- 12-Zambie (68^e)
- 13-Tanzanie (69^e)
- 14-Angola (70^e)
- 15-Mali (83^e)
- 16-Mozambique (84^e)
- 17-Niger (90^e)
- 18-Zimbabwe (98^e)
- 19-Kenya (102^e)
- 20-Guinée Conakry (103^e)

Source : Agence Ecofin

ITALIE

Sergio Mattarella en tournée africaine pour poser les fondements de l'Eurafrrique

Le président de la République italienne a entamé lundi une visite africaine qui le conduit en une semaine d'Ethiopie au Cameroun.

Les dirigeants italiens croient en l'Afrique et entendent le montrer. Rome, en effet, multiplie les « premières » face à un continent qu'elle reconnaît volontiers avoir négligé jusqu'ici: première visite d'un président du Conseil (premier ministre) en Afrique (Matteo Renzi au Mozambique, au Congo et en Angola) en juillet 2014, deuxième visite l'an dernier et même une troisième au début de cette année au Nigéria, au Ghana et en Côte d'Ivoire. C'est maintenant au tour du président de la République, Sergio Mattarella, de prendre le relais.

Démocratie parlementaire où le premier ministre détient les pouvoirs de l'exécutif, l'Italie repose aussi sur la sagesse souvent salutaire de ses présidents de la République, tout réduits qu'ils soient à un rôle protocolaire. En cas de crise politique, il est arrivé plus d'une fois que le président de la République ramène la majorité et l'opposition à plus de retenue, ou sonne carrément la fin de la récréation en chargeant une personnalité capable de former un nouveau gouvernement. C'est pourquoi M. Mattarella, arrivé au palais le 3 février de l'an dernier, est tout sauf un figurant dans la politique italienne.

Sa décision de venir pour la première fois en Afrique souligne assez que, lui aussi, veut épouser la ligne de conduite emboîtée par son très volontariste de premier ministre qui ne manque aucune occasion pour proclamer que l'Afrique, c'est l'avenir, pas le passé. Ne dédaignant aucune occasion pour se présenter en moins arrogant que d'autres dirigeants européens, Matteo Renzi fait mener une diplomatie de partenariat à son gouvernement dans lequel l'Afrique n'est pas acculée à une simple position de « posture », de réceptacle passif...

Arrivé lundi à Addis-Abeba, le

président Mattarella y a eu mardi son premier contact avec son homologue Mulatu Teshome, au palais présidentiel. L'Ethiopie, pays où l'Italie joua un rôle de brève colonisation sous le despote Mussolini dans les années 1930, a maintenu des liens de grande proximité avec l'Italie. La République fédérale démocratique d'Ethiopie est aussi, d'ailleurs, un régime parlementaire. Après ce premier contact dans la matinée, M. Mattarella a rencontré le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn.

Mais ce voyage est surtout placé sous le signe de la coopération. Le président de la République italienne est accompagné d'une forte délégation comprenant des hommes d'affaires mais aussi des ministres : le sous-secrétaire à la Coopération Mario Giro et, surtout, la ministre de l'Université et de la Recherche, Stefania Giannini. Ce mardi, le chef de l'Etat italien a inauguré à Addis-Abeba un établissement public italien. Une occasion pour rappeler aux élèves italiens, expatriés et éthiopiens, que la culture est la clé de l'avenir, l'antidote contre certains des maux qui minent la planète telles la haine et la violence. M. Renzi l'avait dit aussi aux étudiants de Nairobi, au Kenya.

Chrétien de gauche marqué par le tragique épisode de l'assassinat de son frère, Piersanti Mattarella, par la mafia sicilienne en janvier 1989, le président de la République italienne actuel garde intactes ses convictions religieuses. Cela peut expliquer que l'une de ses visites les plus commentées à Addis-Abeba soit celle qu'il a rendue au patriarche Abuna Mattias, patriarche de l'influente Eglise orthodoxe éthiopienne. Le séjour de M. Mattarella prévoit aussi sa visite du camp de réfugiés de Teirkidi Kula (53.000 personnes). On le sait peu mais l'Ethiopie,

pays de provenance de milliers de migrants tentant de gagner l'Europe par l'Italie, accueille aussi sur son sol des milliers d'Erythréens et de Sud-Soudanais fuyant leur pays. Les entretiens avec les officiels d'Addis-Abeba ont également prévu de placer au centre la question du terrorisme. M. Mattarella est connu pour pousser vers une solution politique en Libye, devenue aujourd'hui en Afrique la principale terre d'expansion du djihadisme. D'ailleurs, la semaine dernière, Rome a enterré deux Italiens assassinés en Libye où ils étaient retenus otages du mouvement de l'Etat islamique (EI) depuis juillet.

Le président italien quitte l'Ethiopie pour le Cameroun le 18, vendredi. Au cœur de l'Afrique, on s'apprête à célébrer avec faste la première venue d'un chef d'Etat italien en 70 ans. Ici aussi sont prévus des contacts au plus haut niveau et des marques de consolidation de la coopération économique italo-camerounaise. Une des plus grandes entreprises camerounaises du secteur chocolatier est une société italienne de renommée internationale : la Ferrero-Cameroun qui emploie 200 personnes. Ensuite, le président italien rencontrera des volontaires du mouvement humanitaire catholique romain de Sant'Egidio œuvrant au Cameroun.

La primature italienne indique très régulièrement sa volonté de (re)nouer des rapports mutuellement bénéfiques avec les pays qui avaient été négligés par les gouvernances précédentes. L'Afrique, estime-t-elle, respire un dynamisme qui se traduira en opportunités de développement réelles.

Le savoir-faire italien, porté par les milliers de ses PME trouve en Afrique une région d'expression qui apportera, à terme, des solutions aux problèmes d'aujourd'hui en énergie, infrastructures et agriculture notamment.

Lucien Mpama

Du concept d'Eurafrrique

La tournée africaine du président italien, Sergio Mattarella, vise à ramener l'attention sur le continent le plus proche de l'Italie.

C'est au sortir de la Deuxième Guerre mondiale que l'on parla d'Eurafrrique. Le concept avait alors des relents colonialistes affirmés, aussi les premiers intellectuels africains et les penseurs du monde noir se saisirent-ils bien vite d'une idée dont les intentions pouvaient en cacher d'autres. Dans les années 1950, un Léopold Sédar Senghor, engagé dans le combat pour la Négritude, tint à souligner que l'Eurafrrique ne pouvait s'entendre que comme le lien d'ami-

tié entre une Europe affaiblie par la guerre et une Afrique qui n'avait pas hésité à se porter à son secours.

Mais le concept a encore évolué. A tel point que dans les années 1990, l'historien italien Andrea Riccardi se fit le chantre d'une Eurafrrique plus positive : se tourner vers le continent le plus proche géographiquement de son pays pour affronter ensemble les défis de l'heure. Son idée devait trouver une matérialisation plus concrète à travers l'action de l'organisation qu'il fonda en 1968, et dont le nom est aujourd'hui synonyme d'une solidarité agissante dans les 70 pays où elle est présente : la Communauté catholique ro-

maine Sant' Egidio. C'est dans cette logique que s'inscrit la tournée de M. Sergio Mattarella en Afrique qui veut coopération et « multilatéralité ». Encourager les efforts de paix avec l'implication des organisations continentales, et en premier l'Union africaine dont il a visité le siège à Addis-Abeba, mais aussi et surtout avec l'ONU dont il appuie les efforts en Libye. Le 18 mai prochain, Rome accueillera la première conférence Italie-Afrique. Il s'agira d'explorer ensemble les moyens susceptibles de « donner une nouvelle impulsion » à la relation entre l'Italie et un continent de plus en plus au cœur de sa stratégie multiforme.

L.Mp.

LES BRÈVES

Afrique : United Bank for Africa a réalisé un bénéfice avant impôt de 342 millions de dollars en 2015

Dans un communiqué publié le 15 mars, le groupe bancaire nigérian United Bank for Africa (UBA) a annoncé avoir réalisé un bénéfice avant impôt de 68,5 milliards de nairas (environ 342 millions de dollars), l'an dernier.

Présent dans 19 pays africains, l'établissement a également fait savoir que ses revenus bruts ont atteint 314,83 milliards de nairas durant l'exercice clos le 31 décembre 2015, contre 286,62 milliards de nairas en 2014. Le bénéfice par action est, quant à lui, passé de 1,53 naira en 2014 à 1,79 naira en une année plus tard. S'agissant de la Bourse de Lagos, le groupe UBA offre des services financiers à près de 8 millions de clients via environ 750 agences.

Afrique du Sud : La Cour suprême condamne l'attitude de Pretoria sur l'affaire Omar el-Béchir

La Cour suprême a estimé que le gouvernement Sud-Africain a illégalement agi en permettant au président soudanais, Omar el-Béchir, de quitter le pays en juin dernier.

Rappelons que le président soudanais assistait à un sommet de l'Union africaine lorsque la Haute Cour avait ordonné son arrestation pour qu'il soit livré à la Cour pénale internationale (CPI). La Cour suprême a qualifié de ridicule la réaction du gouvernement, qui avait estimé que le président soudanais s'était échappé du pays. La CPI a émis des mandats d'arrêt international contre Omar el-Béchir pour génocide et crimes de guerre qui auraient été commis au Darfour, mais le président soudanais rejette ces accusations.

Niger : Hama Amadou en cours d'évacuation sanitaire à Paris

L'opposant nigérian, Hama Amadou, candidat de l'opposition au second tour de l'élection présidentielle du 20 mars, devrait être évacué dans les prochaines heures « à l'extérieur » du pays, a déclaré, Marou Amadou, ministre de la Justice lors d'un point de presse. L'évacuation sanitaire vers un centre médical pouvant le prendre en charge et traiter son cas, se fera à bord d'un avion médicalisé affrété par les autorités. Selon certaines sources, le candidat de l'opposition souffrirait de fatigue générale, « une asthénie » dans le jargon médical.

Son parti le Moden Lumana, a expliqué que c'est grâce à une intervention internationale que l'évacuation sanitaire a été rendue possible. Selon cette même source, ce sont les Etats-Unis, par le biais de leur ambassade à Niamey, qui ont joué les médiateurs et permis le transfert de Hama Amadou de l'aéroport de Niamey vers Paris, à bord d'un avion médicalisé, où le patient sera pris en charge dans un hôpital américain en France.

Santé : recrudescence de l'épidémie de fièvre jaune en Angola

Au moins 250 personnes sont mortes de l'épidémie de fièvre jaune qui sévit en Angola depuis fin décembre 2015, selon les autorités sanitaires.

Les chiffres officiels pourraient même être fortement sous-estimés, selon le directeur de l'hôpital pédiatrique de Luanda, Mateus Campos, qui parle de 27 enfants morts dans son établissement. La fièvre jaune est une maladie hémorragique virale qui touche les régions tropicales d'Afrique et d'Amérique amazonienne. Elle peut être combattue par la vaccination ou, à défaut, en se protégeant contre les piqûres de moustiques, car il n'existe pas de traitement spécifique.

La dernière épidémie en Angola remonte à 1986, et la capitale Luanda reste l'épicentre de l'épidémie.

Zimbabwe: 33.000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère (Unicef)

Quelque 33.000 enfants souffrent de « malnutrition aiguë sévère » au Zimbabwe, avec « un besoin urgent de traitement ». L'Unicef dénonce les pires chiffres en 15 ans, tandis qu'Harare estime à 4 millions le nombre de personnes ayant besoin d'aide alimentaire. La malnutrition aiguë sévère se caractérise par une perte de poids très importante. Elle fait l'objet d'une urgence médicale et nécessite une prise en charge rapide et efficace. L'enfant atteint de malnutrition aiguë est confronté à un très grand risque de maladies (diarrhées, paludisme...) et de mortalité.

En cause : la grave sécheresse qui touche l'Afrique australe et expose les enfants à des risques de diarrhées, typhoïde et autres maladies transmises par l'eau comme le choléra, tandis que l'agriculture zimbabwéenne subit de plein fouet la sécheresse alors qu'elle est déjà fragilisée depuis les années 2000 par la réforme agraire lancée par le président Robert Mugabe. L'Unicef lance un appel aux dons pour un montant de 21 millions de dollars.

Yvette Reine Nzaba

ATTAQUE DE GRAND BASSAM

La francophonie se dit solidaire à la Côte d'Ivoire

Pour condamner les actes de terroristes et manifester la solidarité de la communauté francophone aux trois jours de deuil national décrétés par les autorités ivoiriennes, suite aux attaques terroristes qui ont occasionné la mort de dix-huit personnes, le 13 mars à Grand Bassam, en Côte d'Ivoire, la Secrétaire générale de la francophonie, Michaëlle Jean a fait une déclaration.

« Je suis profondément choquée par ces actes innommables et inhumains qui ont frappé la Côte d'Ivoire. C'est toute la Francophonie qui se tient aux côtés des familles et des proches des victimes », a déclaré Michaëlle Jean avant de préciser que tous les pays qui ont la langue française en partage sont unis dans l'effroi et face à ces actes de violence. Par ailleurs, tous les pays de l'espace francophone devront manifester leur volonté de résister et de joindre leurs efforts pour lutter contre le terrorisme.

Pour attirer l'attention des pays francophones quant à la recrudescence de ces actes, la secrétaire générale de la francophonie a précisé que la résolution prise lors du XVe sommet tenu à Dakar, par les chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sur le terrorisme doit être appliquée. « A la demande pressante de nombre d'Etats francophones, en particulier les plus fragiles, l'OIF se mobilisera pour une réflexion conjointe et urgente, notamment sur la question sécuritaire, en vue de lutter contre ce fléau », a conclu Michaëlle Jean.

Rock Ngassakys

« Je suis profondément choquée par ces actes innommables et inhumains qui ont frappé la Côte d'Ivoire. C'est toute la Francophonie qui se tient aux côtés des familles et des proches des victimes »

Aqmi menace la France et ses alliés contributeurs des opérations Serval et Barkhane

Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a affirmé dans un communiqué que l'attentat de dimanche en Côte d'Ivoire est une réponse à l'opération antijihadiste au Sahel menée par la France. L'organisation terroriste a menacé de nouveau Paris et ses alliés qui participent aux opérations Serval et Barkhane.

L'organisation djihadiste a visé, et visera encore, la France « et ses intérêts dans les pays participant dans les opérations Serval et Barkhane », souligne Aqmi, selon le Centre de surveillance des sites internet islamistes. Aqmi a indiqué que l'attentat du Grand Bassam fait partie « d'un plan visant les foyers des Croisés et leurs lieux de rassemblement ». L'organisation terroriste menace également directement la Côte d'Ivoire « et tous les Etats impliqués et participant à l'alliance avec la France » dans ces opérations. Ce pays a été aussi visé, selon Aqmi, pour avoir livré les quatre membres de l'organisation aux autorités maliennes.

Allié historique de la France en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire participe à la force de l'ONU déployée au Mali (Minusma) et près de 600 militaires français sont stationnés dans quatre bases dans les environs d'Abidjan. En ce qui concerne l'opération Barkhane, qui a succédé en août 2014 à l'opération Serval lancée en janvier 2013, elle mobilise quelque 3.500 militaires dans cinq pays de la bande saharo-sahélienne : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso, menacés par les groupes djihadistes. Et au lendemain de l'attaque dans une station balnéaire de Côte d'Ivoire, les autorités françaises ont réaffirmé leur volonté d'aider les pays de la région à se doter de capacités anti-terroristes, dans le cadre de l'intervention française dans la bande sahélo-saharienne entamée, il y a trois ans. C'est dans cette optique que le président français, François Hollande a notamment annoncé la poursuite et le renforcement de la coopération entre la France

et la Côte d'Ivoire.

Pour le mouvement terroriste, l'attaque du Grand Bassam a été menée par trois hommes, Hamza al-Fulani, Abdul Rahman al-Fulani, et Abou Adam al-Ansari, sans mentionner leurs nationalités. Il s'agit des combattants autochtones d'une ethnie présente dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, dont le Burkina Faso.

Les menaces d'Aqmi ont été cette fois proférées avant la visite mardi à Abidjan des ministres français des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Jean-Marc Ayrault et Bernard Cazeneuve, soit après l'attaque contre la plage de Grand Bassam, près d'Abidjan, ayant fait 18 morts dont quatre Français.

Aqmi avait précédemment revendiqué l'attentat de Bamako ayant coûté la vie à 20 personnes dont 14 étrangers, le 20 novembre 2015 et celui de Ouagadougou, soldé par 20 morts, le 15 janvier dernier. Toutes ces attaques avaient visé des lieux fréquentés par les étrangers.

Nestor N'Gampoula

LA CYBERCRIMINALITÉ

Les pays africains invités à mutualiser leurs forces contre le phénomène

Un salon international sur la lutte contre le phénomène de la cybercriminalité s'est achevé le 15 mars à Dakar, au Sénégal. Les participants à cette rencontre ont exhorté les dirigeants africains à adopter une stratégie commune de lutte contre les cybercriminels.

« La stratégie pour la sécurité numérique

exhortant les décideurs à tout faire afin de stopper la progression de « cette cybermalveillance, cette cybercriminalité ». Cet atelier, d'après les organisateurs, vise à échanger sur les problématiques stratégiques et opérationnelles de sécurité et de confiance numérique, de partager les bonnes pratiques et les retours d'expérience, de valoriser les expertises des ac-

D'après une étude américaine, la cybercriminalité a engendré environ 500 milliards de dollars dans l'économie parallèle. Le conseiller technique de l'Autorité de régulation des télécommunications de Côte d'Ivoire, Philippe Kouamé, a indiqué que son pays a subi un préjudice financier de près de 4 milliards de FCFA en 2015, à cause de la cybercriminalité. Pour l'expert français, Dominique Riban, la cybersécurité n'est pas seulement un concept technique, mais « c'est aussi un sujet politique ». « C'est pour cela que chaque Etat doit aujourd'hui concevoir le cadre de sa réflexion et d'actions pour porter sa politique de cybersécurité », a-t-il plaidé. Par ailleurs, le directeur de cabinet du ministre sénégalais de la promotion des investissements, El Hadji Ndiogou Diouf, a insisté sur le volet sécurité de cette lutte : « la cybersécurité est une composante majeure de la sécurité globale des Etats. Le cyberspace reste un outil de propagande et source de financement des activités illicites », a rappelé le responsable sénégalais, et d'ajouter « lutter contre la cybercriminalité revient à garantir la sécurité d'un Etat, renforcer la protection des usagers de l'Internet, réduire tous les actes de malveillance et assurer l'émergence commune ».

La rencontre de Dakar sur la cybercriminalité regroupe de nombreux experts d'agences gouvernementales africaines et internationales qui discutent sur des questions liées à la cybercriminalité et les démarches à adopter pour la sécurisation des systèmes d'information.

Fiacre Kombo

MALI

Deux Casques bleus tués par un des leurs

Deux Casques bleus de l'ONU au Mali ont été tués samedi soir et un troisième blessé par un de leurs camarades, a annoncé dimanche la Mission de l'ONU dans le pays (Minusma), moins de trois semaines après un incident similaire. Un suspect a été arrêté et une enquête lancée.

L'auteur des tirs et ses trois camarades touchés appartiennent tous au contingent tchadien, a indiqué à l'AFP un militaire tchadien de la Minusma à Tessalit, faisant état de tensions entre la troupe et ses chefs. « Le mois passé, des camarades ont été enfermés. On parle de discipline, mais nous, nous voulons que toutes nos primes soient payées », a déclaré ce militaire tchadien sous le couvert de l'anonymat.

Le 25 février, deux Casques bleus tchadiens avaient été tués dans le camp de la force de l'ONU à Kidal au cours de ce que la Minusma avait qualifié de « règlement de comptes entre individus ». Une source de sécurité au sein de la Minusma avait affirmé à l'AFP que l'auteur des tirs mortels était en conflit avec sa hiérarchie.

Une grogne est apparue au sein du contingent tchadien à Kidal et à Tessalit, selon la même source. Des soldats tchadiens mécontents de leurs conditions de vie ou réclamant des arriérés de soldes avaient abandonné leurs positions en signe de protestation en septembre 2013 et en novembre 2014.

Morgane de Capele avec AFP



n'est pas une singularité nationale. Elle existe de plus en plus dans tous les pays. Le cyberspace n'a pas de frontière. Les attaquants viennent de n'importe où dans le monde. Ils passent par différents pays avant d'arriver sur le système », a expliqué un responsable d'Agence nationale française de la sécurité des systèmes d'information, l'amiral Dominique Riban,

teurs et d'appréhender les enjeux face aux nouveaux risques liés à la transformation numérique. « Le salon international de Dakar vise essentiellement à inciter l'ensemble des décideurs à porter le combat de la sécurité des systèmes d'information et à faire des propositions concrètes », a dit Sidy Mactar Aidara, fondateur des Security Days et un des organisateurs.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les préfectures de l'Ombella-Mpoko et de la Lobaye dotées d'un comité de gestion du projet

Une mission du projet du développement communautaire et d'appui aux groupes vulnérables du ministère des Affaires sociales a procédé à la mise en place du comité de gestion du projet dénommé « plateforme multifonctionnelle », le week-end dernier à Damara, au nord de Bangui. L'objectif de cette mission était de sensibiliser sur la formation des femmes et de mettre en place un comité de gestion de la plateforme de Damara. Julienne Fiolenga, administrateur du projet du développement communautaire et d'appui aux groupes vulnérables, a fait le point sur les premières réalisations de ce projet en rappelant « *qu'un bâtiment est construit avec un générateur qui a beaucoup de fonctions. On peut avoir un moulin à manioc, un réfrigérateur, de la lumière* ».

L'administrateur du projet a présenté l'objectif de ce projet se résumant sur l'autonomisation de la femme. Claire Kondomat, directrice régionale des affaires sociales de l'Ombella Mpoko et la Lobaye, a ajouté que le projet plateforme concerne 9 sites : « nous avons commencé par Damara pour installer les comités de gestion, ensuite nous atteindrons les villes de Boganangone, Boda, Mbaïki et autres », a-t-elle ajouté.

La formation des comités de gestion et l'installation des équipements techniques constituent les prochaines étapes de la mise en œuvre dudit projet d'intérêt public dans les 9 sites retenus. Après Damara, cette mission a mis le cap sur Boganangone et d'autres localités de la Lobaye.

DROITS HUMAINS

Les régisseurs de prison formés sur le genre et la violence sexuelle en milieu pénitentiaire

C'est le ministère centrafricain de la Justice, avec l'appui de la section des affaires judiciaires et pénitentiaire, unité genre de la mission onusienne en RCA (Minusca), qui a organisé récemment à Bangui cet atelier de formation. L'objectif vise à renforcer les capacités de ces agents sur les questions des droits des détenus, notamment le genre et la violence sexuelle en milieu pénitentiaire.

Etienne Koyague, directeur de Cabinet du ministre de la Justice, précise l'objectif de cet atelier et

demande aux participants d'être actifs « l'objectif de cet atelier est de renforcer la capacité de ces régisseurs sur les questions liées au genre et aux violences sexuelles en milieu pénitentiaire. Ils sont les acteurs qui doivent œuvrer dans ce domaine et donc ils doivent lutter contre les violences basées sur le genre en milieu pénitentiaire. J'invite les participants à suivre activement et d'une manière assidue cette formation » a-t-il dit.

« La prison est un cadre où se développe toute forme de violence, parce que le rapport de force née de la perte d'identité, amène fa-

cilement les gens à développer la violence. Les pays qui sortent de crise sont les pays où la violence fondée sur le genre et celle basée sur le sexe se développent tout naturellement parce que ce type de violence devient une frustration et parfois est utilisé comme arme de guerre. Dans la recherche de solutions aux problèmes que le pays a connus, nous nous sommes intéressés également à la question de la violence en milieu carcéral », a expliqué Fortuné Dacko, chef adjoint de la section des affaires judiciaires et pénitentiaire unité genre de la Minusca.

L'ONG HRW fustige le rapport de l'ONU sur les abus sexuels commis par des Casques Bleus en RCA

Dans un communiqué de presse publié le 4 mars dernier, l'ONG internationale Human Rights Watch (HRW) a critiqué le dernier rapport des Nations unies sur les viols sexuels qui, selon elle, expose les victimes.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a, dans son rapport annuel, évoqué les 69 allégations d'abus sexuels qui ont été enregistrées en 2015, soit une augmentation de 17 cas par rapport à 2014. Cette augmentation s'explique essentiellement par les 22 cas rapportés concernant la Minusca, d'après ledit rapport. HRW souligne le fait que le secrétaire général de l'ONU ait publié officiellement pour la première fois, les nationalités des soldats de la paix soupçonnés d'abus et d'exploitation sexuels alors qu'ils portaient le Casque bleu de l'ONU. Sarah Taylor, responsable de plaidoyer auprès de la division Droits des femmes à Human Right Watch juge que la « réputation de l'ONU en ce qui concerne la protection des ci-

vils est en jeu ». « Le rapport du secrétaire général lève le voile sur les sévices commis par les soldats de la paix, mais les pays qui fournissent des contingents aux opérations de maintien de la paix devront poursuivre leurs actions contre les auteurs de ces exactions », déclare-t-elle.

Pour HRW, « l'ONU devrait faire preuve de leadership pour mettre un terme à l'exploitation et aux abus sexuels partout dans le système, du siège à New York aux missions sur le terrain dans les zones de conflit. Les gouvernements devraient arrêter de faire bonne figure devant ce problème pour faire des actions concrètes comme améliorer la formation de leurs troupes et sanctionner les responsables d'abus ».

HRW appelle donc l'ONU à concrétiser les engagements précédents comme surveiller régulièrement l'état d'avancement des enquêtes et des poursuites judiciaires par les pays fournisseurs de contingents, créer un poste de cadre responsable pour toutes les missions

sur le terrain afin d'assurer les meilleures pratiques à la fois pour les enquêtes et la protection des victimes.

L'ONG insiste pour que l'ONU puisse assurer une formation systématique des soldats de la paix sur la politique de « tolérance zéro », vis-à-vis de l'exploitation et des abus sexuels ; garantir le rapatriement rapide des unités responsables de crimes et indiquer clairement aux pays fournisseurs de contingents que leurs capacités à rendre compte des crimes perpétrés par les soldats de la paix, sera un critère essentiel pour décider ou non d'accepter davantage leurs troupes au sein des missions de maintien de la paix de l'ONU.

Le rapport de l'ONU a documenté en Centrafrique sur le meurtre de 333 enfants et la mutilation de 589 autres dans des attaques depuis 2013. Il estimait en 2014 qu'entre 6.000 et 10.000 enfants étaient associés à toutes les parties au conflit et plus de 500 cas de viols et autres formes de violences sexuelles ont été documentés par l'ONU depuis 2011.

LE MLCJ

Un groupe politico-militaire se félicite de l'élection de Touadera

Le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), un groupe politico-militaire basé à Birao dans le Nord-est de la Centrafrique, se dit prêt à travailler avec le nouveau président, Faustin Archange Touadera.

Pour Thierry Blaise Angalaka Nzapato, secrétaire général du MLCJ, l'élection de Faustin Archange Touadera est une voie de sortie de crise « le MLCJ est prêt à soutenir le nouveau président à travers les actions multiformes pour

pouvoir l'aider à réussir la mission que le peuple lui a confiée. Son élection sonne comme une voie de sortie de crise en Centrafrique », a-t-il déclaré.

Ce dernier a demandé aux groupes armés de s'inscrire dans la voie de la légalité en soutenant le nouveau régime « nous lançons un appel à tous les groupes armés sans distinction qui sont sur le territoire national que ce soit les combattants de MLCJ, les Anti-Balaka, le FPRC, RPRC,

l'UCP de Ali Ndaras d'entrer dans le processus de pré-DDR et du DDR en attendant la réforme du secteur de sécurité. Nous devons soutenir ce nouveau pouvoir voulu par le peuple », a lancé le secrétaire général du MLCJ dans une interview accordée au RJDH. Le Mouvement des Libérateurs centrafricains pour la Justice (MLCJ) est l'un des mouvements armés ayant soutenu la coalition Séléka dès le début de sa lutte armée en 2012.

REVENDEICATIONS SOCIALES

Le personnel navigant du port Sao dénonce de nombreuses tracasseries fluviales

La suspension momentanée des navettes de baleinières entre Bangui-Kouango continue. Le personnel navigant du port Soa a de nouveau prolongé la suspension, d'après les grévistes, c'est une presse pour obtenir gain de cause. Cette suspension momentanée, selon un propriétaire de baleinière, est prise par rapport aux nombreuses tracasseries que les navigateurs subissent au cours des voyages, « la réunion tenue fait suite aux nombreuses tracasseries, aux viols, aux menaces dont nous sommes victimes. Face à ces tracasseries fluviales, nous avons décidé de suspendre momentanément les navettes en attendant de voir ce qui va se passer après », a-t-il expliqué.

La même source demande au ministère de la défense de sécuriser le tronçon « nous sommes des opérateurs économiques et je pense que c'est nous qui ravitaillons beaucoup plus la ville de Bangui. Malheureusement, nous sommes abandonnés à nous mêmes. Je demande à nos autorités et surtout au ministre de la défense de penser à nous et libérer les voies pour nous permettre de vaguer à nos occupations », a confié ce dernier.

Le RJDH a tenté en vain d'entrer en contact avec le ministre de la défense pour susciter sa réaction sur cette question. Cette suspension de navettes des baleinières entre Bangui et Kouango intervient trois jours après la dernière attaque perpétrée par les Antibalaka sur un groupe de navigateurs.

Réseau des journalistes centrafricains pour les Droits de l'homme

RELANCE ÉCONOMIQUE

Le PRESU aide les quartiers à sortir des difficultés

Le Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU) continue de multiplier des actions pour booster les quartiers de Bangui à tourner la page des tristes événements qu'a connus le pays entre 2013 et 2015.

Le projet est mené en consortium par plusieurs Organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales, telles que l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et Oxfam-Intermon (Oxfam), l'Association des jeunes solidaires pour le développement durable (AJSD) et les Flamboyants, grâce à un financement de l'Agence française de développement (AFD) sur des ressources du Fonds multi-bailleurs de l'union européenne pour la Centrafrique dit Fonds Békou.

Ce programme cible des quartiers des 3^e et 5^e arrondissements de Bangui (Sara/Yakité et Miskine), qui ont été durement touchés pendant les crises de décembre 2013 et de septembre 2015. Ces quartiers ont été identifiés par les pouvoirs publics centrafricains en raison de l'importance de leurs besoins au niveau social, économique et urbain. En effet, des quartiers ont subi des dégâts matériels importants qui ont poussé une partie de leurs habitants à les quitter pour aller vivre sur des sites de déplacés.

Ce projet qui vise à améliorer les conditions de vie des populations de ces quartiers, est prévu en trois phases distinctes et complémentaires : une phase d'étude, menée de janvier à mars 2015 dans le but d'identifier les besoins



des habitants ; une première phase dite d'urgence, mise en œuvre entre juillet 2015 et décembre 2016, visant à renforcer la cohésion sociale communautaire, à relancer l'économie des quartiers et à améliorer l'accès aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement ; une seconde phase, plus structurante, qui débutera en décembre 2016, ayant pour objectif l'amélioration de l'environnement urbain et des équipements publics de proximité.

Les ONG nationales et internationales travaillent en étroite collaboration avec les autorités publiques et la SODECA. Leur implication permet d'assurer le succès et la pérennité de ce projet, qui bénéficie de ce fait d'une très bonne acceptation dans ces quartiers, y compris auprès des personnes qui ne sont pas

directement bénéficiaires. A titre d'exemple, le président de l'association des jeunes du 5^e arrondissement a déclaré : « *La jeunesse du 5^e arrondissement remercie très sincèrement les partenaires qui financent le projet PRESU, nous sommes reconnaissants pour la mise en œuvre dudit projet dans notre arrondissement et je promets que vous aurez mon soutien. Pleins succès à ACTED, Oxfam et DRC qui appuient ce programme.* ».

C'est un travail collaboratif et les actions mises en œuvre dans le cadre de ce projet ont été définies à travers des échanges avec la population. Une étude de l'organisation des services publics, des marchés et des acteurs présents dans ces quartiers a aussi aidé à affiner les objectifs

du projet. Les activités de la phase d'urgence ont déjà eu un impact positif puisqu'elles ont permis d'appuyer des re-

pour être informées sur leurs droits et les techniques de résolution pacifique de conflits. Ces formations, organisées

tours de personnes déplacées dans ces quartiers.

Les activités THIMO (Travail à Haute Intensité de Main d'œuvre) mises en place par ACTED dans le cadre du projet, ont permis de fournir une opportunité d'emploi immédiat à près de 1700 personnes à Sara/Yakité et Miskine depuis juillet 2015. Ces travaux permettent d'appuyer la relance de l'économie locale, tout en nettoyant et assainissant les quartiers. Ce sont plus particulièrement des jeunes, des femmes et des personnes très vulnérables qui sont engagés pour mener ces travaux. Le montant total des salaires distribués jusqu'aujourd'hui s'élève à plus de 35.000.000 Fcfa.

Les personnes bénéficiant de ces activités peuvent également participer à des sensibilisations et des formations

par DRC, sont couplées à des appuis matériels aux associations de jeunes, à un accompagnement psychosocial des personnes vulnérables et/ou victimes de violations de leurs droits et à un soutien par des activités génératrices de revenus. Au total, ce sont plus de 4000 personnes qui bénéficieront de ces différentes activités.

Enfin, l'accès à l'eau potable sera augmenté par la mise en place de nouvelles bornes fontaines. L'étude de la capacité du réseau d'eau et de l'emplacement des kiosques a déjà été réalisée par Oxfam en collaboration avec la SODECA et les travaux devraient débuter prochainement. L'assainissement urbain sera également amélioré grâce aux actions mises en place par Oxfam.

Une agence de la Banque CBCA ouvre ses portes au Km5

L'ouverture solennelle a eu lieu le lundi 14 mars en présence des autorités locales du quartier musulman de Km5 dans le 3^e arrondissement de Bangui.

Mahamat Goni, chef d'agence de la succursale de Commerciale Banque Centrafrique, a expliqué que cette réouverture est due à la sollicitation de leurs clients du Km5 « nous avons voulu répondre aux multiples demandes de nos clients, qui ont souhaité la réouverture de cette Banque. Nous aussi, nous avons constaté qu'il y a la sérénité et ainsi que le retour de

la concurrence. Le BPMC et la BSIC sont opérationnelles dans ce secteur depuis un certain temps. C'est ce qui nous a motivé à reprendre nos activités au niveau du Km5 » a-t-il indiqué.

Marie-Rose Befio, caissière auprès de cette agence bancaire invite les clients à venir massivement faire des opérations « ce n'est pas bon de garder l'argent à la maison, dans

ce monde que nous vivons actuellement. Il peut arriver que ta maison brûle ou que tu sois braqué, c'est pour-

quoi, j'invite la population, que ça soit chrétienne ou musulmane de venir déposer leur argent à la banque

« Ce n'est pas bon de garder l'argent à la maison, dans ce monde que nous vivons actuellement. Il peut arriver que ta maison brûle ou que tu sois braqué, c'est pourquoi, j'invite la population, qu'elle soit chrétienne ou musulmane de venir déposer leur argent à la banque pour plus de sécurité »

pour plus de sécurité » a-t-elle exhorté.

Le 13 janvier dernier, la population et les commerçants du Km5 avaient appelé, dans un micro baladeur du RJDH, à la réouverture des agences bancaires dans le 3^e arrondissement de Bangui. Aujourd'hui, trois agences sont opérationnelles dans ce secteur. Les agences bancaires ont été fermées au Km5 après les événements du 26 septembre 2015.

Réseau des journalistes centrafricains pour les Droits de l'homme

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

COMITE CENTRAL

BUREAU POLITIQUE

SECRETARIAT PERMANENT

DEPARTEMENT DE LA COMMUNICATION



REPUBLIQUE DU CONGO

Unité * Travail * Progrès

*Tout pour le peuple !
 Rien que pour le peuple !*

TEXTE DES SPOTS

MEGA MEETING

Populations congolaises !

Brazzavilloises !

Brazzavillois !

Militants et sympathisants du Parti Congolais du Travail !

Acteurs politiques, Acteurs de la Société Civile et Personnalités regroupés au sein du Pôle du Consensus de Sibiti !

Vous le demandiez !

Vous l'attendiez !

Il est là, votre candidat, le champion, DSN !

Après avoir délivré son message aux congolais à l'intérieur du pays, Denis SASSOU NGUESSO, le choix numéro 1, s'adresse à vous ce vendredi 18 mars 2016 à 14 heures, au Boulevard Alfred Raoul.

Populations congolaises !

Brazzavilloises !

Brazzavillois !

Militants et sympathisants du Parti Congolais du Travail !

Acteurs politiques, Acteurs de la Société Civile et Personnalités regroupés au sein du Pôle du Consensus de Sibiti !

Tous, mobilisons-nous ce jour pour le Boulevard Alfred Raoul, lui renouveler notre soutien indéfectible dans la marche vers le développement.

Levons-nous, portons le champion à la victoire incontestable afin qu'ensemble nous allions plus loin.

Oui, un Congo émergent, dans l'unité et la paix, se construit avec Denis SASSOU NGUESSO.

Venez très nombreux.

ÉTATS-UNIS / CUBA

Washington annonce de nouvelles mesures pour assouplir l'embargo

Le gouvernement américain a fait de nouvelles brèches, mardi, dans l'embargo commercial des États-Unis contre Cuba. Cette annonce intervient à quelques jours de la visite historique du président Barack Obama à La Havane, prévue du 20 au 22 mars. Il s'agira de la première visite d'un président américain en exercice dans ce pays depuis près de 90 ans.

Parmi les mesures retenues pour faire tomber les barrières économiques entre les deux pays, barrières en vigueur depuis cinquante ans et mises en place au plus fort de la Guerre froide, figure l'assouplissement de l'interdiction du tourisme américain à Cuba. Il y a

aussi le fait que les Américains se rendront dorénavant plus facilement à Cuba, même si certaines conditions restent encore exigeantes : par exemple remplir un formulaire attestant que le voyage que l'on effectue est fait à des fins éducatives, plutôt que touristiques. Ils pourront s'installer sur l'île et exercer des activités d'ordre éducatives ou humanitaires. Ils pourront aussi consommer des produits cubains, ce qui était jusqu'alors interdit. De même, les autorités américaines vont permettre aux marchandises acheminées par voie maritime des États-Unis vers Cuba de poursuivre leur route vers d'autres pays.

Du côté des Cubains, ils pourront dès à présents travailler sur le territoire américain. Les citoyens cubains seront de la sorte en mesure d'obtenir une rémunération aux États-Unis pourvu qu'ils ne paient pas de taxes spéciales à Cuba. Les athlètes et autres artistes ont été particulièrement identifiés

comme de possibles bénéficiaires. Quant au courrier postal entre les deux pays, il va être rétabli après un demi-siècle d'interruption.

Les États-Unis ont aussi éliminé une interdiction de l'accès cubain au système bancaire international. Ceci, parce que l'incapacité d'acheminer ou de recevoir des paiements passant par le système bancaire américain a plombé les occasions

de droits de la personne, la rétrocession à Cuba des terrains occupés par la base militaire américaine de Guantanamo, le dédommagement aux entreprises nationalisées après la révolution et l'indemnisation pour les impacts de l'embargo ne seront pas annoncés à court terme.

Commentant les mesures d'assouplissement annoncées par Washington, le conseiller ad-

« Le président Obama sera reçu ici avec respect »

commerciales du pays avec des pays tiers et est devenu un obstacle majeur à la tentative des États-Unis de normaliser les relations avec Cuba.

Toutes ces mesures sont encore symboliques puisque l'embargo économique entre ces anciens ennemis, décrété en 1962, n'est pas encore levé. Il faut pour cela que le Congrès américain, actuellement contrôlé par les Républicains et très critique à l'égard de la politique de Barack Obama, donne son accord à ce sujet. Pour l'instant, tout porte à croire que la fin de l'embargo, les garanties accrues pour l'opposition cubaine, le respect des standards internationaux

joint à la sécurité nationale des États-Unis, Ben Rhodes, a dit croire « profondément » que toute décision visant à assouplir ces restrictions était d'un meilleur intérêt pour les États-Unis. « Cet assouplissement permettait de soutenir la population cubaine et de bâtir des ponts entre les deux pays », a-t-il estimé. Pour l'heure, le gouvernement cubain n'a pas fait de commentaires dans l'immédiat sur ces mesures annoncées par l'administration Obama.

Tom Popper, le président de insightCuba, l'une des entreprises les plus importantes dans l'organisation de voyages américains à Cuba a dit, en ce qui concerne

les citoyens américains, que « ces mesures sont plus près que jamais du voyage sans restrictions ».

La question des droits de l'homme sera abordée à La Havane

La visite de Barack Obama à Cuba sera un moment tout indiqué pour les présidents Raoul Castro et son homologue américain d'inscrire leurs noms dans l'histoire de la géopolitique mondiale. « Le président Obama sera reçu ici avec respect », a déclaré la négociatrice principale de Cuba pour les relations avec les États-Unis, Josefina Vida, confirmant ainsi la visite du président américain en sol cubain. « Nous croyons que cette visite lui donnera la possibilité de mieux connaître la réalité du peuple cubain. », a-t-elle affirmé.

Pour Josefina Vida, il n'y a pas de doute : les négociations sont entrées dans une nouvelle étape, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. « Nous voulons forger une nouvelle relation avec les États-Unis, a-t-elle poursuivi. Une relation basée sur les liens historiques de nos peuples et de nos pays », a affirmé la négociatrice cubaine. A la faveur de la visite du patron de la Maison Blanche, les deux parties aborderont la question des droits de l'Homme. Barack Obama avait déjà annoncé sa volonté de rencontrer les dissidents cubains lors de sa pro-

chaine visite à La Havane. A ce sujet, Josefina Vidal a répondu que « Cuba est ouvert à négocier n'importe quel sujet avec les États-Unis et cela inclut les droits de la personne. Mais sur ce thème, comme c'est le cas pour la démocratie, les modèles politiques et les relations internationales, nous avons des conceptions différentes ». La négociatrice a ajouté que les discussions sur ces sujets doivent toujours respecter les principes de « réciprocité et non-intervention ».

Notons pour rappel qu'il y a plus d'un an que les gouvernements américain et cubain ont renoué le contact et ouvert le vaste chantier de la normalisation de leurs relations, avant le rétablissement de leurs relations diplomatiques en juillet. Le 11 décembre de l'année dernière, les deux pays avaient annoncé le rétablissement de leurs liaisons postales directes. Washington avait aussi annoncé la reprise des vols réguliers vers Cuba à la suite du rétablissement historique des relations diplomatiques entre les deux pays en juillet.

Pour l'heure, le rapprochement entre ces deux anciens ennemis de la Guerre froide reste suspendu à la levée de l'embargo économique imposé en 1962 par Washington. A ce sujet, le président Barack Obama fait de son mieux pour l'alléger mais le Congrès, dominé par les républicains refuse la levée totale des sanctions.

Nestor N'Gampoula

ÉGLISE CATHOLIQUE

Mère Teresa de Calcutta sera canonisée le 4 septembre

Le pape François a signé mardi le décret de canonisation de Mère Teresa de Calcutta, prix Nobel de la paix et figure mondiale de la charité, qui sera déclarée sainte le 4 septembre lors d'une cérémonie au Vatican.

Déjà surnommée la « Sainte de Calcutta », Mère Teresa sera canonisée en septembre prochain. La décision a été prise lors d'un consistoire chargé d'examiner la cause de la religieuse au sari blanc bordé de bleu, décédée en 1997, a annoncé le Vatican. Béatifiée en 2003, la religieuse à la frêle silhouette et à la détermination de fer, devenue un monument de l'Église catholique, est déjà célébrée dans le calendrier canonique le 5 septembre, anniversaire de sa mort. La cérémonie se tiendra au Vatican, a-t-on précisé de source officielle à la mi-journée.

L'Église indienne aurait souhaité que le pontife argentin vienne la célébrer en Inde et mardi, devant la maison-mère de l'ordre à Calcutta, où se pressaient plusieurs centaines de personnes, Sushmita Roy, une femme au foyer ve-



Béatifiée par Jean-Paul II en 2003, Mère Teresa sera canonisée par le Pape François en septembre prochain (Jean-Claude Delmas/AFP)

nue rendre hommage à la future sainte, ne cachait pas sa déception. « Nous aurions trouvé ça génial que la canonisation de Mère Teresa se tienne dans la ville où elle a passé sa vie », a-t-elle confié à l'AFP.

En 2003, la béatification de la religieuse indienne par Jean Paul II, dont elle était très proche, avait rassemblé 300.000 fidèles autour de la place Saint-Pierre.

La canonisation équivaut à une reconnaissance officielle par

l'Église du fait qu'une personne est au paradis. Elle doit pour cela être à l'origine de deux miracles après sa mort, l'un pour sa béatification, l'autre pour sa canonisation, signes de sa proximité avec Dieu. Pour Mère Teresa, le

Vatican a battu tous ses records de rapidité en reconnaissant un premier miracle dès 2002, qui a permis sa béatification. Et en décembre, l'Église a reconnu le caractère miraculeux, attribué à l'intercession de la religieuse, de la guérison en 2008 d'un ingénieur brésilien de 35 ans souffrant de tumeurs au cerveau.

Outre Mère Teresa, le consistoire a validé la canonisation le 16 octobre du Mexicain Jose Sanchez del Rio (1914-1928), tué pour sa foi à l'âge de 14 ans et du Curé Brochero (1840-1914), un prêtre argentin très populaire qui circulait à dos de mule au contact des exclus. Le consistoire a aussi donné son feu vert à la canonisation le 5 juin du prêtre polonais Stanislas Papczynski (1631-1701) et de la Suédoise Marie-Élisabeth Hesselblad (1870-1957). Luthérienne convertie au catholicisme et devenue religieuse, elle a déjà été déclarée Juste parmi les nations pour avoir sauvé des juifs pendant la Seconde guerre mondiale à Rome.

Camille Delourme avec AFP

COMPRENDRE l'Afrique qui bouge



<http://magazinedelafrique.com>

Également disponible
sur l'App store et l'Android market

<http://www.newafricanmagazine.com/subscribe/>

MUSIQUE

L'album Love story de Laurette la perle, présenté à la presse

Après sa sortie en ligne le 19 décembre 2015, l'album *Love story*, premier opus phonographique de l'artiste musicienne Laurette la perle, a été présenté à la presse, le week-end dernier à Brazzaville par son producteur Quentin Brown.

Produit par la maison Brown Touch Music que manage Quentin Brown, ce premier album de l'artiste Laurette la perle, compte treize titres. Il s'agit de : Goût na goût, Baudelaire Kouyena, Terminus, Danse avec moi, Gervinho, Love story, Venus (en featuring avec Bana C4), Follow me (en featuring avec Tour 2 garde), Deuxième chance, Twist, Siska, Si tu as les dollars (en featuring avec Prince et Cindy B), Hommage à Koffi Olomidé, Hommage à Fally Ipupa, Hommage à Ferré Gola.

Lancé numériquement au niveau mondial le 19 décembre 2015, il a été présenté sur support compact disc (CD) le 8 mars à Kinshasa et le 12 mars à Brazzaville. « Les canaux de distribution coûtent très chers, voilà pourquoi j'ai préféré lancer la sortie de cet album par voie numérique avant de procéder à sa sortie physique trois mois après », a déclaré Quentin Brown, avant d'évoquer les circonstances de sa rencontre avec l'artiste, également présente à la cérémonie. « Je suis tombé sous les charmes artistiques de Laurette la perle en 2012 à l'hôtel

du Fleuve. Et depuis lors, nous avons signé un contrat de partenariat. L'artiste est passée des singles à la production d'un album complet de 13 titres ».

L'artiste a justifié les raisons du choix du titre de son premier album, *Love story*. « Pourquoi *Love story* ? C'est entre le public, la maison de production et moi. C'est une histoire d'amour. La majorité des chansons qui se trouvent dans mon album, fait état d'une histoire d'amour. Et surtout le public qui était avec moi depuis le début. Parce que je n'ai pas connu une carrière facile, plutôt difficile, mais ce public m'a soutenu depuis le début. C'est pour cela que j'ai intitulé mon album *Love story* », a déclaré Laurette la perle.

L'artiste ajoute aussi par *Love story*, elle apporte un peu de la fraîcheur à la Rumba autrefois saisie comme celle des vieux. A travers l'album *Love story*, elle veut la rendre plus jeune et plus fraîche. Laurette la perle invite les jeunes à écouter cet opus et faire de la fête avec.

Quant au sujet de l'amour, Laurette la perle, pense que l'amour



est un sujet très vaste, et elle a jugé mieux à travers son nouvel opus de toucher plus le côté improbable. L'amour improbable, le côté où la femme souffre, la femme pleure. C'est pour toutes ces raisons qu'elle a profité courant ce mois de la femme, de lancer un message aux femmes, les invitant à savoir se battre au lieu d'être toujours dépendantes.

Répondant à la question sur le début de sa carrière, Laurette la perle a dit : « La musique pour moi est une passion en même temps un don. Une passion

parce que je n'ai pas un passé. Un don parce que je n'ai pas fait les études de musique et pourtant j'arrive à accorder les sons... Je ne sais pas exactement quand est-ce que j'ai commencé à chanter, parce que je me suis retrouvée déjà en train de chanter. Ma mère me disait que, quand j'étais petite je chantais déjà, sinon que j'aimais déjà la musique. Je chantais déjà à l'école primaire, à l'âge de 6 ans. J'ai intégré la chorale classique à l'âge de 9 ans ».

Elle a été emporté ensuite vers une musique mercantiliste. Parce que pense-t-elle, la musique est une profession. Si elle veut chanter pour Dieu, c'est sans argent, mais si elle veut faire de la musique comme profession, elle doit faire de la musique classique dite mondaine.

Artiste très séduisante sur scène comme sur les vidéos, Laurette la perle, ne le conteste pas. « La séduction pour moi est naturelle. J'incarne juste la bonne image d'une femme, parce que je sais faire la différence entre un homme et une femme », a-t-elle reconnu.

DJ Rox de Pointe-Noire intègre le label Brown Touch Music

Le patron du label Brown Touch Music a profité de l'occasion pour présenter le nouvel artiste de ce label. Il s'agit de DJ Rox de

Pointe-Noire. Un contrat d'artistes avec exclusivité a été signé entre cette maison de production et l'artiste musicien DJ Rox.

Un concert bling-bling (grand public) a été organisé au lendemain de la présentation de cet album et du nouvel artiste, en plein-air le week-end dernier au Cercle culturel Sony Labou Tansi à Bangongo. Une occasion de présenter également le nouveau venu dans le label Brown Touche Music. Laurette la perle a reçu l'artiste en sa qualité marraine du label.

Avec plus de 300 millions de diffusion en 2015 sur les canaux suivants : télévision, web, communication extérieure (affiches...), Brown Touch Entertainment est la 5ème société de production audiovisuelle et de communication extérieure en France. Ce sont plusieurs artistes, maisons de disques, chaînes de télévision, communes, conseils régionaux et marques qui nous font confiance depuis notre création en 2003. Le label Brown Touche Music, réalise des programmes pour le cinéma et la télévision ; fait l'habillage télé, infographie 2D et 3D conception de génériques ; manage et produit les artistes ; produit de spectacles ; fait la communication extérieure ; le consulting éditorial et technique en communication ; la diffusion multicanale de films publicitaires, événements et de vidéo clips.

Bruno Okokana

apave

ISO 9001
LL-C (Certification)
Iso 9001:2008-2420003



La Banque de Développement des Etats de l'Afrique recrute 14 cadres expérimentés pour son siège situé à Brazzaville, République du Congo.

- ✦ Vous êtes ressortissant(e) d'un État membre de la CEMAC (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad),
- ✦ Vous jouissez de vos droits civiques,
- ✦ Vous êtes âgé(e) au plus de 45 ans au 31/12/2016,
- ✦ Vous maîtrisez le français, et idéalement l'anglais, l'espagnol ou l'arabe,
- ✦ Vous êtes titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (Bac + 5) et justifiez d'une expérience professionnelle significative d'au moins 5 ans sur l'un des postes suivants :

- ⇒ Analyste de projets / Ingénieur Génie Civil
- ⇒ Analyste de projets / Ingénieur Génie électrique
- ⇒ Analyste de projet / Analyste financier
- ⇒ Analyste de projet / Economiste de projets
- ⇒ Expert sécurité des Systèmes d'informations
- ⇒ Ingénieur environnementaliste
- ⇒ Auditeur confirmé dans le secteur bancaire
- ⇒ Analyste de risques bancaires ALM
- ⇒ Analyste de risques selon Bâle
- ⇒ Archiviste
- ⇒ Juristes en droit des affaires
- ⇒ Expert en communication
- ⇒ Comptable

Nos domaines d'intervention



Conseil en Organisation & RH
Accompagnement Normes ISO
Formation Professionnelle
Contrôle de Construction
Essais et Mesures
Inspection Electrique, Levage/Colisage, CND

Filiale de APAVE INTERNATIONAL

>> Postulez en ligne CV + Lettre de motivation avant le 31/03/2016
>> sur www.apaveinternational-consulting.com

NERCOLOGIE

Les enfants Moba, Eta, Mongo, Tsagnelet et Mboussa ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès d'un de leurs le nommé Moba Ferra Fortuné Survenu le 14 Mars 2016 à Toulouse en France. La veillée mortuaire se tient au n°96 de la rue Foura - Mikalou. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



Bruno Okokana (journaliste aux Dépêches de Brazzaville), Samuel Mboussa Samas, Patou Patrick Ngassay, Jacqueline Mboussa née Milandou, Alida Milandou, Sidège Milandou, David Fouemina, Olivier Mboussa, Miland Mboussa, Stella Mboussa, Samas Mboussa, Rhode Bantsimba, Finance Okokana, Moïse Ngassay, ont la douleur d'informer aux parents, amis et connaissances, du décès de leur belle-mère, mère et grand-mère, survenue à Brazzaville, la nuit du 9 au 10 mars 2016. La veillée mortuaire se tient à Moukondo la Blède derrière l'église ACK. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



DECRYPTER l'économie africaine



<http://magazinedelafrique.com>

Également disponible
sur l'App store et l'Android market

<http://africanbusinessmagazine.com/subscribe/>

LIGUE DES CHAMPIONS

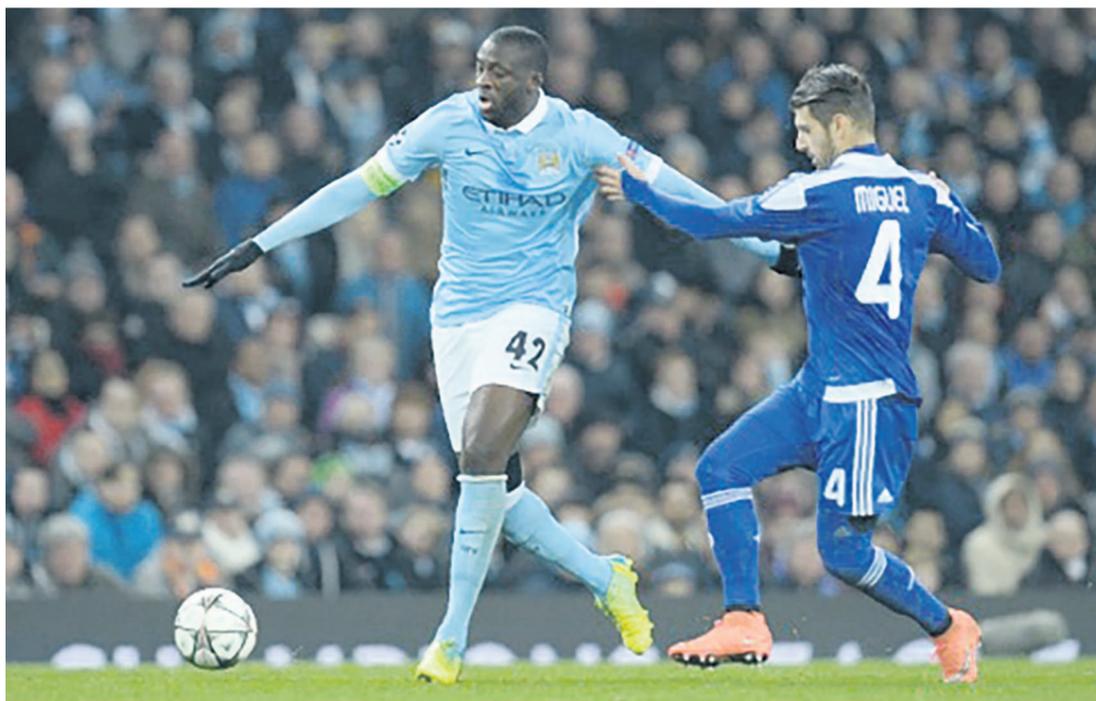
Manchester City enfin en quarts, l'Atletico Madrid au bout du suspense

Première historique pour Manchester City : vainqueurs 3-1 à l'aller, les Citizens ont éliminé le Dynamo Kiev mardi (0-0) pour atteindre les quarts de finale de la Ligue des champions, tandis que l'Atletico Madrid était poussé jusqu'aux tirs au but par le PSV Eindhoven (0-0 après prolongations, 8 t.a.b. à 7).

La manche retour fut laborieuse, mais le gros du travail avait été fait à l'aller. Rapidement privés de leur charnière centrale après les sorties sur blessure du capitaine belge Vincent Kompany (7^e) puis de l'Argentin Nicolas Otamendi (24^e), les hommes de Manuel Pellegrini ont géré leur avance sans cadrer un tir avant une frappe sur le

poteau de Jesus Navas (60^e). Ils n'ont toutefois jamais été inquiétés par le club ukrainien, qui devait marquer trois buts à l'Etihad Stadium pour se qualifier. Après deux échecs successifs en huitièmes de finale, à chaque fois face à l'impitoyable Barcelone, le club mancunien franchit enfin son plafond de verre, pour sa sixième participation à la Ligue des champions.

La manche retour fut en revanche beaucoup plus irrespirable pour l'Atletico Madrid. Malgré plusieurs occasions franches, par Antoine Griezmann (15^e) et Fernando Torres (72^e, 86^e), l'Atletico a été poussé jusqu'aux tirs au but par un PSV très solide en défense et



Yaya Touré et les Citizens avaient fait l'essentiel au match aller et se qualifient au détriment du Dynamo Kiev malgré le match nul concédé à Manchester (Oli Scarff/AFP)

qui a aussi touché le poteau par Jürgen Locadia (58^e). Décisifs dans le cours du

match, les deux gardiens se sont pourtant effacés lors de la séance de tirs au but :

les 14 premiers tireurs ont réussi leur tentative ! Il a fallu attendre le huitième tireur du PSV Eindhoven, en l'occurrence le jeune international néerlandais Luciano Narsingh, entré lors de la prolongation, pour voir un tir au but raté, expédié sur la barre. Le seul de la séance puisque l'Espagnol Juanfran a immédiatement saisi l'opportunité de qualifier l'Atletico en quarts de finale.

Il pourrait y retrouver l'un des quatre clubs déjà qualifiés, outre les Citizens : le Real Madrid, Wolfsburg, le Paris SG ou le Benfica Lisbonne. Ou encore un des quatre clubs à se disputer les deux tickets restants, avant le tirage au sort vendredi. Mercredi, Arsenal tentera l'impossible en allant défier sur sa pelouse le tenant du titre Barcelone, vainqueur à l'aller 2-0, pendant que la Juventus Turin et le Bayern Munich se livreront un duel épique en Bavière après le nul 2-2 au match aller.

AFP



Le combat a été long et âpre, mais l'Atletico Madrid, finaliste en 2014, élimine le PSV Eindhoven aux tirs au but et se qualifie pour les quarts de finale (Pierre-Philippe Marcou /AFP)

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Angleterre, match avancé de la 40^e journée, 4^e division
Dagenham coule à Oxford (0-4). De retour de Brazzaville, où il a effectué un aller-retour express, lundi, pour effectuer les démarches d'obtention de son passeport congolais, Clevid Dikamona a fait le déplacement, mais est resté dans les tribunes du Kassam Stadium.

Sorti sur blessure à la 60^e à Portsmouth, samedi dernier, John-Christopher Ayina était forfait lors du match nul concédé par son équipe, Newport County, face à Hartlepoll (0-0).

Au classement, Newport remonte à la 17^e place avec 41 points, loin devant

Dagenham, lanterne rouge avec 25 points.

Belgique, match en retard de la 1^e journée, play-offs

Sans Scott Bitsindou, touché au genou à l'entraînement samedi, la réserve d'Anderlecht s'impose 3-1 à Saint-Trond. Les Mauves totalisent désormais 6 points avec 4 matchs joués sur 6.

Russie, 20^e journée, 1^{re} division

Sans Christopher Samba, le Dynamo Moscou s'incline à domicile face au Terek Grozny (0-1). Les Moscovites sont 11^e avec 21 points et seulement 3 longueurs d'avance sur Krasnodar, 18^e et premier relégué.

Camille Delourme

RÈGLEMENT DE LA CRISE POLITIQUE

Lecture croisée dans les deux chambres législatives

Alors que Léon Kengo penche sérieusement en faveur du respect de la Constitution, Aubin Minaku plaide plutôt en faveur de la tenue indispensable du dialogue inclusif.

Les discours inauguraux prononcés par les présidents des deux chambres du Parlement à l'ouverture de la session ordinaire de mars continuent à alimenter le débat dans le microcosme politique congolais. Léon Kengo Wa Dondo et Aubin Minaku auront étalé, à la lumière de leurs interventions de ce 15 mars, leurs contradictions dans leur approche de gestion de la crise politique actuelle. Chacun de deux speakers a sa façon d'appréhender la problématique au regard de ses propres convictions. À la chambre haute du Parlement, Léon Kengo Wa Dondo s'est voulu plus scientifique en se lançant dans une longue plaidoirie en faveur du respect de la Constitution du 18 février 2006. C'était sa manière de commémorer les dix ans de cette loi fondamentale qui a permis, d'après lui, de résoudre d'importants problèmes à l'origine de la grande crise multisectorielle qu'a connue le pays.

La crise de légitimité ayant longtemps caractérisé les animateurs des Institutions du pays et celle de la légalité qu'avait connue la RDC à l'époque ont été résolues grâce à cette Constitution, a noté Léon Kengo sur un ton solennel. « *Élaborée par le Sénat de la transition, puis adoptée par l'Assem-*

blée nationale, cette Constitution a été approuvée par près de 85% de la population congolaise. Par la vertu du référendum, elle est devenue la volonté politique du peuple congolais », a-t-il ajouté. Une façon, sans doute polie de couper l'herbe sous les pieds de ceux qui tiennent mordicus à retoucher certaines dispositions de cette Constitution, « *fruit d'un consensus politique obtenu à San City, grâce à la médiation des amis du Congo* ». Et de souligner que la Nation a tout intérêt à la sauvegarder en tant que « *pacte historique, politique et social qui scelle l'union du peuple congolais* ». Bien que s'excluant à « *une incitation à remettre les choses au goût du jour* », l'autorité morale de l'Opposition républicaine s'est fait le chantre du respect des délais constitutionnels dans l'organisation des élections législatives et présidentielle et, partant, de l'alternance démocratique.

Du berger à la bergère

Si pour Léon Kengo Wa Dondo, le respect de la Constitution reste la seule alternative censée rétablir les équilibres politiques rompus dans le pays, son collègue de la chambre basse estime que le dialogue est la seule voie susceptible d'aider la RDC à organiser des élections apaisées. Dans son speech, Aubin Minaku a mis plutôt une emphase particulière sur la tenue du dialogue, invitant ses pairs à être prêts à endosser ses recommandations quels qu'en



Députés et sénateurs ont la tâche ardue en cette session de mars

soient les termes de référence. « *Quels que soient les termes de référence du dialogue et les conclusions de ce forum, quelles que soient les interprétations des uns et des autres, ses recommandations [...], c'est nous les élus du peuple qui allons finalement trancher* », dit le speaker de la chambre basse. Pour lui, la session de mars devra s'employer à gérer le contexte et le fruit du dialogue inclusif quelle que soit sa forme.

Dans son entendement, c'est la meilleure façon de décrire la

crise actuelle qui requiert l'apaisement des esprits à travers un dialogue inclusif. Il n'exclut pas non plus la possibilité de passer par le recensement pour valider certains changements majeurs dans l'architecture institutionnelle de la RDC. Hiérarchisant les priorités de la présente session de mars, il place en premier lieu les conclusions du dialogue et la définition de leur mise en œuvre.

Voilà deux approches différentes de résolution de la crise politique comme proposées par les présidents de deux chambres légi-

slatives qui augurent des débats parlementaires houleux au cours de la présente session. L'opposition et la majorité, qui restent campées sur leurs positions en rapport avec le respect des délais dans la tenue des scrutins législatif et présidentiel, devront batailler pour faire passer leurs idées au sein de l'institution démocratique par excellence qu'est le Parlement via leurs représentants. Des chaudes empoignades en perspective !

Alain Diasso

DIASPORA

Des ressortissants congolais victimes de persécution de la mafia au Mexique

Plusieurs ressortissants de la RDC ont migré dans d'autres pays sur d'autres continents à la recherche des ciels plus cléments. Mais la vie d'un immigrant n'est pas toujours facile, et beaucoup sont confrontés à des réalités parfois dures et même cruelles. Par moment objets de l'indifférence, du racisme ou de la xénophobie, ces immigrants sont aussi parfois victimes des menaces et en proie à la mafia locale. C'est le cas de certains congolais exilés au Mexique, a-t-on appris.

En octobre 2015, Isaac Muamba Kalonji, un Congolais basé à Mexico et président de l'Union pour le développement communautaire (Udesc), -parti politique régulier en RDC-, contactait le bureau central de l'Interpol de Kinshasa, alors qu'il séjournait au pays dans le cadre d'une tournée politique pour préparer l'élection présidentielle. Il dénonçait alors les abus de pouvoir, l'injustice, la corruption, le favoritisme, le non-respect des droits de l'homme aux étrangers sur le sol mexicain. Isaac Muamba avait lui-même été victime d'une fraude et escroquerie d'une valeur de trois millions de pesos de la part de certains hommes politiques mexicains. Il avait donc été sujet de persécution, de kidnapping et même d'agressions physiques et verbales en septembre 2015. Il rappelait donc ces faits à Interpol de Kinshasa, d'autant plus



Isaac Muamba Kalonji et des partenaires mexicains

que le bureau de l'Interpol de Mexico ne s'était pas saisi de ce dossier, soulignant qu'un autre compatriote, le Dr Kande Mutsaku Kamilamba, avait même été abattu par balle en 2009 dans un autobus de transport

public, en pleine journée à Mexico, avec un autre client. Et le gouvernement mexicain n'avait donné aucun éclaircissement aux autorités congolaises par rapport à cet homicide.

L'on apprend qu'un autre sujet congolais, Théo Lembelembe Bitan-

et kidnappé à Mexico. Selon des témoins sur place à Mexico, rapporte-t-on, Théo Lembelembe Bitangilayi fut enlevé devant son domicile, le 20 mai 2013 vers 21h45, lorsqu'il rentrait de travail, étant enseignant des cours de français la journée et le soir. Il avait été emmené par des éléments de la Police Fédérale à bord d'une camionnette Suburban bleue foncée. Pris en otage, enlevé et torturé sérieusement pendant presque trois heures du temps afin qu'il livre l'adresse d'un autre Congolais à ses agresseurs qui avaient la mission et l'ordre de le kidnapper. C'est le cinquième jour de sa détention par un concours de circonstance qu'il avait réussi à s'échapper pour enfin se réfugier aux USA. Traumatisé moralement et psychologiquement, il avait donc pris l'option de se noyer dans la nature, à l'insu même de sa famille, craignant pour sa vie. Étant parenté avec le président de l'Udesc, il est finalement sorti de son anonymat pour le rencontrer il y a quelques semaines, lorsque ce dernier était de passage aux États-Unis. Et sa famille qui vient de le retrouver tient à ce que Théo Lembelembe se

fasse soigner au regard de tous ces traumatismes et ainsi prévenir tout risque de détérioration de sa santé ou une rechute.

Au Mexique, a déclaré une fois Isaac Muamba Kalonji, certaines autorités et d'autres personnes proches du pouvoir ayant le statut flou d'indétectables et protégés du gouvernement useraient de persécution pour des motifs corruptifs, et l'État ne bronche pas. Aussi le président de l'Udesc compte-t-il déposer un autre dossier de plainte à Interpol contre la classe politique mexicaine avec, cette fois-ci, l'appui de Théo Lembelembe.

Le Mexique fait parti des pays à fort taux de violence dans le monde. En février dernier, le pape François, en voyage apostolique dans ce pays, a dénoncé lors de son passage à Morelia, capitale de l'État de Michoacan, « la violence, la corruption, le trafic de drogue, le mépris de la dignité humaine, l'indifférence face à la souffrance et à la faiblesse ». Il apportait un message de paix dans cette partie du pays ensanglantée depuis dix ans par la violence liée au trafic de drogue.

Martin Engimo

GOMA

Arrestation de dix-huit militants du mouvement pro-démocratie Lucha

Plus d'une dizaine de militants du mouvement citoyen Lucha pour le changement (Lucha) ont été appréhendés, le 15 mars, à Goma par les forces de police alors qu'ils manifestaient pacifiquement pour réclamer la libération de leurs collègues Fred Bauma et Yves Makwambala incarcérés à Kinshasa depuis un an.

Dix huit militants du mouvement pro-démocratie Lucha ont été arrêtés, le 15 mars, à Goma (Nord-Kivu) alors qu'ils manifestaient pacifiquement pour réclamer la libération de leurs camarades Fred Bauma et Yves Makwambala (respectivement activistes des mouvements pro-démocratie Lucha et Filimbi) en détention depuis une année à l'ex-prison de Makala à Kinshasa. Des sources concordantes allèguent que les manifestants ont défilé les poings liés et la bouche bâillonnée, une manière pour eux de symboliser et d'appeler au respect de leur liberté d'expression et de réunion aujourd'hui outragée par l'autorité politique. Alors que certains manifestants se sont échappés dans la mêlée au moment de l'intrusion

de la police dans leur périmètre; d'autres, malchanceux, ont été ramassés par les forces de l'ordre et jetés à bord de leurs jeeps, rapporte un des membres de Lucha ayant réussi à se défaire de l'étau de la police.

Jusque tard dans la nuit, aucune charge n'était retenue contre ces jeunes activistes de Lucha placés à garde à vue dans un bureau de renseignement de la police avant d'être transférés le 16 mars au Parquet de grande instance de Goma (Nord-Kivu) où ils étaient censés être auditionnés par un magistrat. Pour les autorités provinciales, les militants de Lucha avaient, par leur marche interdite, troublé l'ordre public et craché sur le communiqué officiel de l'autorité urbaine du 3 décembre. Celui-ci ignore superbement l'existence d'un mouvement Lucha dans le ressort de Goma. Depuis lors, le commissariat de la ville de Goma a interdit les activités de Lucha qu'il qualifiait de « mouvement sans fondement juridique » sur toute l'étendue du chef-lieu de la province du Nord-Kivu. En ce sens, la marche du 15 mars a vite été assimilée à une sorte de rébellion vis-à-vis de l'autorité établie. Ce qui a poussé



Vue aérienne de la ville de Goma

l'autorité provinciale à engager la procédure de vérification de l'identité des manifestants dans les rangs desquels peuvent s'incruster des infiltrés et autres semeurs des troubles.

Pour l'avocat des activistes arrêtés, Me Jean-Paul Lumbulumbu,

les charges retenues contre ses clients ne tiennent pas debout et sollicite, par conséquent, leur relaxation pure et simple. Réagissant à ce nouveau développement touchant à l'exercice des libertés fondamentales, le directeur du Bureau conjoint des Nations

unies aux droits de l'homme, José Maria Aranaz, s'est dit « très préoccupé par la restriction des libertés fondamentales en RDC et, surtout, par la répression constante des activités de la société civile ».

Alain Diasso

ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

30% des Africaines au sud du Sahara propriétaires d'un compte bancaire

Selon les données Global Findex, plus de 40 % des femmes dans le monde n'ont pas accès aux services financiers formels. En Afrique subsaharienne, elles sont seulement 30 % à posséder un compte bancaire, moins de 10 % au Moyen-Orient. Quant aux autres régions du monde, elles représentent 67 % pour l'Asie de l'Est et Pacifique, 49 % pour l'Amérique et les Caraïbes, 47 % pour l'Europe et l'Asie Centrale et enfin 37 % pour l'Asie du Sud. La région subsaharienne est donc l'avant-dernière de la liste.

Une analyse plus approfondie des données Global Findex permet de constater qu'une femme a moins de chance qu'un homme de posséder un compte bancaire et d'avoir recours à une forme d'emprunt formelle dans les pays en développement. Actuellement, a-t-on appris, le Groupe de la Banque mondiale a initié des projets dans une vingtaine de pays dont la République démocratique du Congo (RDC) qui regroupent tristement au moins 73 % des personnes non bancarisées dans le monde.

L'objectif d'ici à 2020 est d'arriver à bancariser tous les adultes, autant d'hommes que de femmes. C'est le sacrifice à faire pour les aider à avoir accès aux différents services financiers dont l'épargne, le crédit et l'assurance. À l'initiative d'ailleurs du projet de la Banque mondiale, il a été possible

de bancariser 14 % de femmes en RDC, l'un des plus faibles taux si l'on compare avec les résultats recueillis au Kenya (71 % des femmes) et en Afrique du Sud (70 % des femmes).

Réalités de l'inclusion financière en RDC

En poursuivant l'analyse de l'étude, on en arrive à d'autres constats fondamentaux particulièrement sur la problématique de l'inclusion financière des femmes en RDC. Déjà, il faut rappeler le pourcentage des femmes congolaises propriétaires d'un compte bancaire grâce à l'Initiative pour l'accès universel aux services financiers d'ici à 2020. Elles représentent 14% de femmes et 17% de tous les adultes confondus.

Au niveau de l'emprunt, 42 % des femmes congolaises ont emprunté de l'argent auprès de la famille et des amis. 2 % d'entre elles ont recouru aux institutions financières. Un maigre pourcentage a approché un prêteur formel privé. Les motifs d'emprunt souvent évoqués sont les frais de santé (10 %), les frais d'éducation et scolarité (26 %) et la ferme et entreprise (12 %). On comprend dès lors le travail important des institutions financières qui ont commencé à cibler de plus en plus les femmes dans leurs différents produits. Mais les résultats restent insignifiants.

Laurent Essolomwa

BURUNDI

Le président Nkurunziza porte plainte suite à un reportage de France 3

Le président burundais Pierre Nkurunziza a porté plainte devant le Tribunal de grande instance de Paris «pour diffamation» après la diffusion par France 3 à la mi-janvier d'une vidéo montrant de prétendues exactions au Burundi.

«La plainte a été déposée le 10 février pour diffamation avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction du TGI (Tribunal de grande instance) de Paris. Pierre Nkurunziza s'est constitué en qualité de président du Burundi et de représentant de l'État», a déclaré Me Arthur Vercken, joint en France par l'AFP par téléphone depuis Nairobi. France 3 avait présenté dans un sujet de son journal du 13 janvier une vidéo montrant des actes de mutilation qui s'étaient déroulés, selon la chaîne, dans la province de Karuzi (centre-est) deux jours plus tôt. Elle avait ensuite dû présenter ses excuses, après avoir constaté qu'il s'agissait d'images plus anciennes et tournées dans un pays d'Afrique de l'ouest. «Un minimum de vérifications aurait permis aux journalistes de France 3 de constater que ces images circulaient depuis un bon moment et qu'on y parlait une langue du Niger plutôt que du Burundi», a expliqué l'avocat français. «Deux lignes d'excuses alors qu'ils parlaient de preuves absolues d'exactions commises sous la responsabilité du gouvernement aux heures de grande écoute, ça n'est pas la même chose», a-t-il justifié. Le président burundais demande donc «l'ouverture d'une enquête pour que soient identifiées les personnes qui sont responsables de la diffusion de cette vidéo, qu'elles soient mises en examen et renvoyées devant un tribunal pour être jugées», a martelé Me Vercken.

Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature, fin avril 2015, du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet en violation selon l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp de la Constitution et de l'accord d'Arusha, qui a mis fin à la guerre civile de 1993-2006. Les violences ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 250.000 personnes à quitter le pays.

Afp

GRÈCE

Angelina Jolie à Athènes pour soutenir la cause des migrants

L'actrice Angelina Jolie, ambassadrice du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR), a visité mercredi dans une cohue médiatique le port du Pirée près d'Athènes, où s'entassent plus de 4000 migrants et réfugiés

La star, accompagnée des responsables du HCR, a discuté pendant une demi-heure avec le personnel onusien et quelques réfugiés, surtout Syriens et Irakiens, qui arri-

À sa sortie, et malgré les précautions prises par son entourage pour éviter les fuites, une cinquantaine de journalistes, caméramen et photographes ont forcé le cordon de sécurité installé par la police portuaire pour s'approcher de l'actrice qui a mis dix minutes pour atteindre sa voiture et n'a fait aucune déclaration. «*J'espère que la présence d'Angelina Jolie pourra faire quelque chose pour faire ouvrir la frontière, ça fait un mois que je suis arrivée*

Angelina Jolie, qui défend la cause des réfugiés, avait déjà rencontré des Syriens dans des camps au Liban.

De nombreuses personnalités ont ces derniers mois visité des camps de réfugiés en Grèce, surtout à Lesbos, dont l'actrice américaine Suzan Sarandon fin décembre et l'artiste dissident chinois Ai Weiwei, qui y a installé un atelier.

L'actrice britannique Vanessa Redgrave avait visité début jan-



Angelina Jolie en Grèce © Louisa Gouliamaki / AFP

vent quotidiennement au Pirée en provenance des îles grecques, principale porte d'entrée des réfugiés en Europe, ou qui y reviennent après avoir tenté leur chance en vain à la frontière nord.

en Grèce et j'attends toujours de traverser la frontière et aller en Allemagne», a indiqué à l'AFP Bichal, une syrienne d'Alep de 23 ans.

Avant son arrivé à Athènes,

vier le centre d'accueil des réfugiés d'Eleonas à Athènes, qui a aussi reçu la visite du président du Comité international olympique Thomas Bach.

Afp

PÉTROLE

Réunion de producteurs Opep et non-Opep le 17 avril à Doha

Des pays producteurs de pétrole, membres et non-membres de l'Opep, se réunissent le 17 avril à Doha pour tenter de stabiliser la production et soutenir les prix du brut, plombés par une surabondance de l'offre, a annoncé mercredi le ministre qatari de l'Énergie.

Cette réunion fera «le suivi» de l'accord sur un gel de la production à son niveau de janvier, convenu entre l'Arabie Saoudite et la Russie- principaux producteurs de brut dans le monde-- lors d'une rencontre en février à Doha avec le Venezuela et le Qatar, a précisé dans un communiqué le ministre Mohammed al-Sada, président en exercice de l'Opep. Tombés au plus bas depuis 2003 en début d'année face à la surabondance mondiale d'or noir, les cours ont rebondi grâce notamment à l'accord de Doha. L'Iran, membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui a fait son retour sur le marché mondial à la suite de la levée de sanctions internationales, a cependant prévenu qu'il ne participerait pas au gel. Mais le ministre Sada a affirmé que l'accord sur un gel de la production avait acquis l'adhésion des gros producteurs de brut dans le monde. «*À ce jour, quelque 15 producteurs Opep et non-Opep, qui représentent près de 73% de la production mondiale de pétrole, soutiennent cette initiative*», annoncée en février à Doha, a-t-il dit dans son communiqué.

Afp

CÔTE D'IVOIRE

Les présidents du Bénin et Togo réclament une riposte régionale

Les présidents togolais Faure Gnassingbé et béninois Boni Yayi ont appelé mardi à Abidjan à une riposte régionale contre le terrorisme, après l'attaque jihadiste de dimanche contre la station balnéaire de Grand-Bassam, près d'Abidjan, qui a fait 18 morts. «*Le terrorisme ne se combat pas seul (...) il y a des réponses nationales qui ont leur importance, mais elles doivent être complétées et amplifiées par une réponse régionale et internationale* », a affirmé le président togolais. «*Seul, aucun pays ne peut vaincre le terrorisme*», a-t-il martelé. «*Le phénomène du terrorisme relève de la compétence internationale*», a déclaré de son côté son homologue béninois.

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des icons sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

SANTÉ

L'insalubrité environnementale cause des décès dans le monde

Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'insalubrité de l'environnement constitue l'une des causes de décès dans le monde.

Les nouvelles estimations de l'OMS révèlent que plus de douze millions de personnes sont décédées en 2012 du fait d'avoir vécu ou travaillé dans un environnement insalubre.

Les facteurs de risque environnementaux, tels que la pollution de l'air, de l'eau et des sols, l'exposition aux substances chimiques, le changement climatique ou le rayonnement ultraviolet, contribuent à la survenue de plus de cent maladies ou traumatismes.

Ces facteurs environnementaux sont la base de l'émergence de plusieurs maladies non transmissibles comme les accidents vasculaires cérébraux, les cardiopathies, les cancers et les affections respiratoires chroniques. Toutes ces pathologies représentent aujourd'hui près de deux tiers des décès liés à



Un environnement insalubre favorise des maladies

des causes environnementales. Selon le Dr Margaret Chan, directeur général de l'OMS, la santé de la population passe par la salubrité de l'environnement.

«Si les pays ne prennent pas des mesures afin que les populations vivent et travaillent dans un environnement sain, des millions de per-

sonnes continueront à tomber malades et à mourir prématurément», a-t-elle précisé. De son côté, le directeur du département santé publique,

déterminants sociaux et environnementaux de la santé de l'OMS, le Dr Maria Neira, pense qu'il faut investir d'urgence dans des stratégies destinées à réduire les risques environnementaux dans nos villes, nos logements et nos lieux de travail. Ces investissements, ajoute-t-elle, peuvent freiner considérablement l'augmentation de la charge des affections cardiovasculaires et respiratoires, des traumatismes et des cancers au niveau mondial et entraîner une baisse immédiate des dépenses de santé.

Selon le rapport, les enfants et les personnes âgées sont les plus exposés aux risques environnementaux, leur impact étant maximal chez les enfants de moins de cinq ans et chez les sujets âgés de 50 à 75 ans. Une meilleure gestion de l'environnement permettrait de sauver, chaque année, plus d'un million d'enfants de moins de 5 ans et quatre millions de personnes âgées de 50 à 75 ans.

Aline Nzuzi

CAN 2017

Ibenge passe de trente-deux à vingt-sept léopards sélectionnés contre l'Angola

Les vingt-sept joueurs figurent sur la dernière liste des Léopards qui vont affronter les Palancas Negras d'Angola le 26 mars à Kinshasa et le 29 mars à Luanda, dans le cadre de la troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Gabon 2017.

Cette deuxième liste, après celle des trente-deux présélectionnés, a été rendue publique le 16 mars par le sélectionneur national, Florent Ibenge. On y retrouve dix joueurs vainqueurs de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations

(Chan) organisé du 16 janvier au 7 février au Rwanda dont Matampi, Kimwaki, Bopunga, Lomalisa, Baumeto, Bangala, Munganga, Bope, Bolingi et Meschack Elia. On note aussi l'apparition sur la liste du gardien de but Joseph Bulayima du FC Saint-Éloi

Lupopo et surtout celle de Paul-José Mpoku pour la première fois parmi les sélectionnés pour un match officiel.

On retrouve, par ailleurs, dans ce groupe le jeune attaquant Benik Afobe Tunani de Bournemouth en Angleterre ; il viendra certai-

nement à Kinshasa, non pas pour jouer mais pour amorcer la régularisation de sa situation administrative. En effet, il a été international et même capitaine dans une sélection des jeunes d'Angleterre. Outre le fait d'acquiescer un passeport congolais, il doit aussi changer son appartenance de fédération nationale. Parmi les absents, il y a Cédric Mongongo et aussi Remy Mulumba, Jérémy

Bokila.

Les vingt-sept sélectionnés... Les vingt-sept joueurs sélectionnés sont les gardiens de but Matampi Vumi Ley (DCMP), Joël Kiassumbua (Wohlen/D2 Suisse), Joseph Bulayima (Lupopo), les défenseurs retenus sont Junior Baumeto (Lupopo), Marcel Tisserand (Toulouse/France), Joël Kimwaki (Mazembe), Gabriel Zakvani (Peterborough/D3 Angleterre), Chancel Mbemba (Newcastle/Angleterre), Padou Bopunga (V.Club), Chris Mavinga (Troyes/France), Joyce Lomalisa (V.Club).

Les milieux de terrain sélectionnés sont Youssouf Mulumbu (Norwich/Angleterre), Yannick Bangala Litombo (DCMP), Nelson Munganga Omba (V.Club), Merveille Bope (Mazembe), Neeskens Kebano (Genk/Belgique), Jordan Nkololo (Caen/France), Jacques Maghoma (Birmingham/D2 Angleterre).

Enfin, les attaquants sélectionnés sont Paul-José Mpoku (Chievo Verone/Italie), Firmin Mubele Ndombe (Al Ahli Doha/Qatar), Dieumerici Mbokani (Norwich/Angleterre), Cédric Bakamu (Villareal/Suisse), Jonathan Bolingi Mpangi (Mazembe), Benik Afobe Tunani (Bournemouth/Angleterre), Yannick Bolasie (Crystal Palace/Angleterre) et Meschack Elia (Mazembe).

Martin Engimo



Les Léopards au centre technique Kurara Mpova de la Fécofa à Kinshasa

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le Cidés invite les candidats à un compromis politique pour un Congo réconcilié et apaisé

À quatre jours de la tenue de la présidentielle, le Cercle d'initiatives démocratiques et sociales (Cidés), sous la direction de Destin Arsène Tsaty Mboungou et de Georges Bernard Tsika respectivement président et coordonnateur du Cidés à Pointe-Noire et au Kouilou, accompagnés d'autres membres, ont entretenu le 16 mars la population de la ville océane en vue de lancer un appel aux candidats à cette élection pour un compromis politique visant à réconcilier et apaiser les acteurs de la classe politique congolaise.

S'exprimant à l'occasion de la présidentielle, Destin Arsène Tsaty Mboungou a expliqué que le Cidés est créé par ce qu'il a conscience que les hommes politiques congolais attisent les haines par ce que la volonté d'arriver au pouvoir de ces derniers est souvent assise sur le tribalisme et le régionalisme. Il s'agit d'une erreur grave de ces politiques de penser qu'avoir mobilisé toutes les personnes de son village ou de son département ferait le bonheur de ses ressortissants, le bonheur d'un pays se construit avec l'ensemble des cadres de tous les départements.

« Conformément au déroulement de la campagne en cours, au lieu de concilier davantage les Congolais entre eux, certains hommes politiques aspirent être

présidents de la République pour assurer la situation personnelle familiale et non assurer le développement économique du Congo ou promouvoir l'unité nationale. Après les nombreux soubresauts qui ont marqué l'histoire politique congolaise, la véritable démocratie ne pourra se construire avec le développement de la haine, du régionalisme, de la guerre, des frustrations, de l'injustice qui sont les véritables freins pour le développement d'un pays. L'extrémisme n'a jamais été une source d'inspiration politique, » a-t-il déclaré.

Les messages des jeunes et des femmes lus à cette occasion stipulent que le sang des Congolais a assez coulé, les Congolais ont assez versé des larmes. Aujourd'hui, une certaine peur cris-



Tribune officielle

tallise les femmes et les jeunes Congolais, souvent les plus vulnérables en des pareils moments. Depuis un certain moment quelques acteurs politiques se livrent à des discours parfois martiaux, renforçant ainsi chez ces derniers l'idée que le Congo se trouve au bord d'un conflit armé. Ainsi, en choisissant le Cidés comme instrument de lutte

contre les antivaleurs, les femmes et les jeunes ont compris très tôt que les problèmes d'un pays peuvent se régler autrement que par des conflits fratricides.

« Une campagne à l'élection présidentielle dans un pays est un moment où s'invitent les projets de société des compétiteurs, afin de s'attirer la sympathie et les suffrages du souverain pri-

maire, seul dépositaire du pouvoir. Malheureusement, certains acteurs politiques de ce pays se livrent à des invectives et des discours qui prônent la violence, la guerre », ont ils déclaré. Le Cidés a été créé en février 2015, son siège se trouve à Pointe-Noire dans le troisième arrondissement Tié-Tié.

Séverin Ibara

Isidore Mvouba appelle au vote massif du candidat Denis Sassou N'Guesso

Le coordonnateur départemental de la campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Pointe-Noire, Isidore Mvouba a organisé les 15 et 16 mars des rencontres avec différentes organisations politiques et apolitiques et des associations de diverses natures évoluant à Pointe-Noire à l'approche du scrutin présidentiel du 20 mars.

Les représentants du Conseil œcuménique, du conseil supérieur des églises de réveil du Congo (Coserco), de la communauté des handicapés, les ressortissants du Pool vivant à Pointe-Noire, l'association Lisanga Ya Congo, la Convention des ressortissants, cadres et amis du Niari (Corecan), les partis politiques alliés et les représentants du pôle de Consensus de Sibiti ont été appelés à échanger avec Isidore Mvouba.

Le coordonnateur départemental les a exhortés à propager les idéaux de paix et que surtout le scrutin se passe dans le calme. « En tant qu'homme d'église, nous devons être aux avants postes pour encourager les idéaux de paix. Nous incarnons la



Isidore Mvouba, au centre

paix. Dieu nous a donné le ministère de la paix, donc on doit s'évertuer en tant qu'homme de dieu à répandre cette paix car sans elle on ne peut rien entreprendre dans le pays », a dit le Dr Cyrus Tchicaya de la Coserco Pointe-Noire.

Les représentants de la

communauté des handicapés, qui vont organiser avant le vote un carnaval pour soutenir le candidat Denis Sassou N'Guesso pour ses efforts inlassables visant à rendre la dignité à la personne handicapée ont applaudi des deux mains l'initiative.

De leur côté, les ressortissants

du Pool à Pointe-Noire, l'association Lisanga ya Congo, qui regroupe les ressortissants des cinq départements de la partie septentrionale du pays, la Corecan, les partis politiques alliés et les représentants du pôle de consensus de Sibiti ont également salué l'initiative en s'engageant à voter utile et

en incitant la population aussi à le faire en portant leur choix sur le candidat Denis Sassou N'Guesso à l'instar de la représentante de la Corecan qui a dit : « Le coordonnateur nous a demandé de faire le travail sur le terrain, nous lui avons rassuré que nous sommes déjà sur le terrain depuis un moment en propageant et vulgarisant les idées de Denis Sassou N'Guesso », a-t-elle renchéri.

Le projet de société de Denis Sassou N'Guesso pour le Congo de 2016 à 2021 : La marche vers le développement, Allons plus loin ensemble a été remis à chaque participant à ces rencontres. Pour soutenir les responsables de la majorité présidentielle en campagne dans l'arrondissement 5 Mongo Mpoukou, le coordonnateur départemental est allé les encourager à l'école Mbotia Raffinerie de Siafoumou. « Le 20 mars, vous devez aller voter en donnant un coup K.O », a dit Isidore Mvouba aux militants et sympathisants de la majorité présidentielle.

Hervé Brice Mampouya

SANTÉ

Lancement du dépistage néonatal de la drépanocytose

Sur l'initiative de l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), le lancement du projet de dépistage néonatal de la drépanocytose a été lancé à l'hôpital de base de Tié Tié à Pointe-Noire, le 15 mars, en présence de Jean-Pierre Michel Ndzondault, directeur départemental de la Santé de la ville océane et des responsables des structures sanitaires concernées.

Le projet, financé par l'Agence française de développement (AFD), va durer trois ans. Il vise à mieux connaître la maladie qu'est la drépanocytose en instituant un dépistage aussi systématique que possible dans les maternités partenaires du projet, à savoir le CSI Madeleine Mouissou, l'hôpital de base de Tié Tié et l'OMS-Caritas,

puis une prise en charge adaptée des enfants drépanocytaires. Remerciant l'IECD pour cette louable initiative, Casimir Ondoda, directeur de l'hôpital de base de Tié Tié, a précisé que 30% d'enfants naissent avec la tare drépanocytairienne, une maladie héréditaire génétique devenue un problème de Santé publique. Expliquant le projet et leurs attentes, Cyril Rabeisen, délégué de l'IECD, a renchéri : « Notre objectif est d'améliorer la connaissance de cette maladie ainsi que les conditions de vie, de prise en charge des enfants drépanocytaires afin de faire baisser notamment la morbidité. Ce projet est totalement gratuit, confidentiel et facultatif. Il est gratuit dans le sens où les mamans qui accepteront de voir leurs bébés dépistés ne devront rien



Le bébé dépisté et sa maman

déboursier ; confidentiel parce que les informations ne seront pas divulguées. Il est facultatif dans le sens où le prérequis est un consentement éclairé où la

famille doit donner son accord formel pour ce dépistage et les actions qui suivront ».

Le délégué de l'IECD a ajouté que les frais de dépistage sont donc

inclus dans le budget du projet, l'analyse des échantillons également avec un matériel neuf aux meilleures normes techniques, qui sera disposé et qui a déjà été installé au laboratoire de l'OMS-Caritas qui est un partenaire du projet.

Pour la réussite du projet, il a demandé l'implication sans réserve des personnels de santé, des sages femmes, des personnels paramédicaux des maternités partenaires.

Après le lancement officiel du projet par Jean-Pierre Michel Ndzondault, directeur départemental de la Santé de Pointe-Noire, les premiers prélèvements ont été faits par une sage femme sur un bébé devant les responsables des structures hospitalières et des initiateurs du projet.

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL

L'AS Cheminots quitte la zone de relégation

Alors qu'on a joué le 15 mars au Complexe sportif de Pointe-Noire pour le compte de la 15e journée de la phase aller du championnat national, l'AS Cheminots, l'une des trois dernières équipes du classement provisoire a gagné son troisième match de la compétition, en s'imposant face à La Mancha sur le score étrié d'1 but à 0



Cette victoire, la troisième des cheminots en quinze journées, a permis aux poulains de Lauréate Mbéri Bigny de quitter la zone rouge, où ils étaient cloués avec Munisport et Pigeon Vert depuis le début du championnat.

En effet, déterminé à se maintenir à la division d'honneur malgré sa contre performance constatée depuis le début de la saison, l'AS cheminots (18e) s'est débarqué de la zone relégable en s'imposant, 1-0 face à La Mancha (7e), jusqu'alors meilleure équipe départementale. Le but libérateur des Cheminots est intervenu à la 27e minute par Makanga. La Mancha a, de son côté, multiplié des occasions nettes de but mais, malheureusement la chance

n'était pas de son côté.

En quinze journées, les Cheminots ont gagné trois matchs, trois nuls et neuf défaites. Les trois victoires sont espacées de sept journées. L'AS Cheminots avait pourtant bien annoncé ses couleurs en s'imposant en première journée face à Tongo, 1-0. Après, s'est suivie une série de défaites. Il fallait attendre sept journées pour que le club ponténégrin enregistre sa deuxième victoire face à Patronage, 2-0. C'est d'ailleurs après sept autres journées que l'équipe est venue à bout de La Mancha, 1-0 pour sa troisième victoire qui l'a permis de passer de 9 à 12 points, quittant ainsi la zone de relégation.

Vu ces résultats et étant à quatre journées de la fin de cette phase

aller du championnat, l'on peut se permettre de dire que cette victoire, qui a permis à l'AS Cheminots de quitter la zone rouge, est peut-être la dernière de cette phase.

Cependant, malgré la défaite, La Mancha demeure le meilleur club de Pointe-Noire, 7e au classement provisoire avec 23 points. Il est à dix points du leader, l'AC Léopards.

La 16e journée démarre le 19 mars à Brazzaville avec deux rencontres.

La Jeunesse sportive de Talangaï (JST) sera aux prises avec la Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP), respectivement 2e et 5e du championnat. Alors que Cara affronte Tongo FC.

Charlem Léa Legnoki

L'ADHUC sensibilise à la liberté d'expression et au respect des droits humains

Cet atelier est ouvert ce mercredi 16 mars à Pointe-Noire en présence de Loamba-Moke et de Jérôme Magnoukou respectivement président de l'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (ADHUC) et directeur départemental des droits humains et des libertés fondamentales à Pointe-Noire. Il durera deux jours et s'achèvera jeudi 17 mars.

En dehors du principal thème, divers sous thèmes seront développés au cours de ces assises, notamment l'introduction générale aux droits de l'homme, justice et liberté d'expression, la participation du journaliste dans la construction d'un Etat de droit, la participation d'un parti politique dans la construction de la démocratie dans un Etat de droit suivis des travaux en atelier.

Ouvrant ainsi les travaux de cette rencontre, Loamba-Moke a signifié que le processus de démocratisation en cours au Congo mérite d'être soutenu par tous, afin de lui donner toutes les chances de réussite dès lors qu'il est, comme d'aucuns le disent, un véritable test de maturité politique des Congolaises et Congolais. Or, nul ne peut parler de la démocratie et son système représentatif sans se pencher sur les partis politiques en tant qu'acteurs et cadres de mobilisation et d'expression idéologique dans la conquête du pouvoir et les journalistes pour l'apaisement.

« En son article 57, la Constitution du 6 novembre 2015, stipule que le parti politique est une association dotée de la personnalité morale qui rassemble des citoyens pour la conquête et la gestion pacifique du pouvoir autour d'un projet de société dicté par le souci de réaliser l'intérêt général », a-t-il déclaré.

L'orateur a aussi assuré l'engagement formel de son association d'épauler la classe politique congolaise, les journalistes et les responsables de l'application des lois dans le processus de démocratie en cours en République du Congo.

L'Adhuc a été créée le 4 août 1995 à Brazzaville par un petit groupe de sociologues, juristes et journalistes. Il est financièrement appuyé par la Fondation nationale pour la démocratie (FND) et enregistré sous le numéro, 236/2000/MICDSU/DGAT/DOR/SAG du 1er août 2000.

Séverin Ibara

TOURNOI DE MISE EN JAMBES DE HANDBALL

Le calendrier des prochaines rencontres

La compétition entame sa prochaine journée ce jeudi au Gymnase Nicole Oba à Talangai

Le 17 mars en seniors dames à 14 heures, la DGSP joue contre Patronage, à 15 heures 30 en seniors messieurs Caïman reçoit Petro sport peu avant le match des dames opposant Cara-CSEK. A 18 heures en seniors messieurs Inter affronte Asel.

Le 24 mars en seniors dames à 15 heures, l'Inter recevra Patronage. A 16 heures 30 en seniors messieurs, AVR affrontera Caïman puis à 18 heures en seniors dames, Asel va se mesurer à la DGSP. Le 26 mars, à 15 heures en seniors dames, la DGSP accueillera CSEK. A 16 heures 30 en seniors messieurs, Etoile du Congo sera aux prises à ASB puis à 18 heures dans la même version

Inter affrontera Caïman. Le 27 mars à 15 heures en seniors dames, Patronage sera aux prises à l'Etoile du Congo avant la rencontre Cara-Interclub dans la même version et celle mettant aux prises toujours dans la même version Asel à Abo sport bouclera la journée. Trois rencontres également en seniors dames seront au menu de la journée du 31 mars.

Patronage jouera contre CSEK, la DGSP recevra Abo sport avant l'Etoile du Congo-Asel. Le 2 avril à 15 heures en seniors dames, la DGSP affronte l'Inter puis en seniors messieurs à 16 heures 30, l'Inter jouera contre l'Etoile du Congo. Le 3 avril à 14 heures 30

toujours en seniors messieurs, ASB recevra AVR avant deux rencontres des dames mettant respectivement aux prises, Abo sport à CSEK et Etoile du Congo à Cara. La compétition se poursuivra le 7 avril avec des rencontres de hautes factures comme Inter-CSEK chez les dames, Inter-AVR chez les messieurs puis Patronage-Cara chez les dames.

Le 9 avril deux rencontres des dames seront au programme. A 15 heures 30, Abo sport en découdra avec Patronage puis l'Inter sera aux prises à l'Etoile du Congo. Le 10 avril pour le compte des messieurs, ASB recevra Petrosport puis l'Etoile du Congo va se mesurer à AVR. Le 14 avril à 14 heures 30 toujours dans la même version, l'Etoile du Congo affrontera Petrosport. A 16 heures en seniors dames, la DGSP

accueillera l'Etoile du Congo puis à 17 heures 30, Abo sport sera aux prises au Cara.

Les résultats techniques issus des matches du 10,12 et 13 mars

Le 10 mars, en seniors dames, Asel a battu CSEK 42-23 (21-08 à la mi-temps) et Caïman chez les messieurs s'est imposé devant ASB 46-17 (23-09 à la mi-temps). Le 12 mars en seniors messieurs, l'ASB chez les messieurs, s'est inclinée devant l'Interclub 19-49 (09-26 à la mi-temps). Petro sport l'a emporté face à AVR 43-24 (22-14 à la mi-temps). Chez les dames, Abo sport a battu l'Interclub 33-22 (14-11 à la mi-temps)

Le 13 mars chez les messieurs, l'Etoile du Congo a perdu face à Caïman 27-32 (13-15 à la mi-temps). Chez

les dames, l'Etoile du Congo a dominé CSEK 34-17 (13-08 à la mi-temps), Cara a eu raison de la DGSP 30-22 (16-12 à la mi-temps), puis Asel a pris le meilleur face à Patronage 25-12 (23-05 à la mi-temps)

Des joueurs et dirigeants sanctionnés

La commission technique a, par ailleurs, suspendu pour le reste du tournoi avec interdiction d'assister à toutes les rencontres pour attitude malveillante et inconvenance, à l'égard du président de la Ligue départementale, Symphorien Ekoulou, l'entraîneur de Caïman et Itoba, dirigeant de Patronage. Elle a aussi suspendu, pour quatre matches, pour attitudes antisportives grossières Ngassaki, le joueur de l'ASB et Stéphanie Mayila, la joueuse de CSEK

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE LIGUE 1

Cara impose sa force à Inter club



L'équipe de Cara/Crédit photo Adiac

Le Club Athlétique Renaissance Aiglons (Cara) l'a emporté sur les militaires de l'Inter club 3-1 lors de la 15ème journée.

Après la défaite face à l'AC Léopards à Sibiti (1-2), le nul d'un but partout concédé face à Patronage, Cara tenait à reprendre ses esprits en renouant avec la victoire. C'est donc avec une détermination revancharde que les Aiglons ont abordé leur match contre Inter Club à qui, ils n'ont d'ailleurs pas fait cadeau. L'avant-centre de Cara, Ebengo, était le premier à trouvé le chemin des filets en ouvrant le score. Son coéquipier, Percy Akoli a doublé la mise avant de retourner aux vestiaires : 2-0 à la pause pour les Aiglons.

A la deuxième mi-temps, Inter Club a réduit la marque grâce à Babangida. L'équipe a ainsi commencé à croire à ses chances de revenir à la marque. Chose qui ne s'est pas réalisée, puisque Ebengo est revenu à la charge dans le dernier quart d'heure pour sceller définitivement la victoire de Cara 3 buts à 1.

Dans l'autre rencontre, la Jeunesse Sportive de Poto-poto a pris le dessus sur Pigeon Vert 1-0.

Rominique Nerplat Makaya

CAN 2017,

24 Antilopes pour défier les Fennecs d'Algérie

Groupe J

Deuxièmes de leur groupe derrière le favori algérien, les Antilopes éthiopiennes défieront les Fennecs (en Algérie le 25 et à Addis Abeba le 29 mars). Pour ces deux rencontres, Yohanes Sahle mise sur un groupe presque exclusivement local. En effet, seul deux joueurs évoluent hors du pays.

Gardiens : Abele Mamo (Mugher Ciminto), Lealem Birhanu (Sidama Bunna), Tarik Getenet (Dedebit)

Défenseurs : Asehalew Tamene et Alula Girna (Saint George), Seyoum Tesfaye et Tekalegn Dejene (Dedebit), Souliman Mohammed (Adama Ketema),

Anteneh Tesfaye (Sidama Bunna), Yared Bayeh (Dashen Bira), Wendifraw Getahun (Ethiopia Bunna)

Milieux : Gatoch Panom (Ethiopia Bunna), Asrat Megeressa (Dashen Bira), Biniam Belay (Ethiopia Nigd Bank), Tadele Mengesha (ArbaMinch Ketema), Semeles Bekele (Petrojet/Egypte), Elias Mamo (Ethiopia Bunna), Ramkel Lok et Behailu Assefa (Saint George)

Attaquants : Dawit Fikadu (Dedebit), Getaneh Kebede (University Pretoria/Afrique du Sud), Tafesse Tesfaye (Adama Ketema), Muluaem Tilahun (Melakeya), Salahdin Said (Saint George).

Camille Delourme

Le Burkina avec ses tauliers pour affronter le leader ougandais

Groupe D

Pour son retour sur le banc du Burkina, où il a officié entre 2007 et 2012, le Portugais Paulo Duarte a convoqué 25 joueurs pour la double confrontation face à l'Ouganda (le 26 à Ouagadougou et le 29 à Kampala). La plupart des « tauliers » du vestiaire burkinabé sont présents à l'image de Pitroipa, Bancé, Alain Traoré ou Kaboré.

Si Mohamed Koffi (Zamalek), Djakaridja Koné (Sivasspor) et Narcisse Bambara manquent en revanche à l'appel, Duarte appelle pour la première fois Bakary Saré, ancien coéquipier de Chris Ma-

face aux Grues ougandaises, qui comptent deux victoires en autant de matches.

Gardiens : Abdoulaye Soulama (Heart of Oak/Ghana), Daouda Diakité (Free State Stars FC / Afrique du Sud), Koffi Kouakou (ASEC Abidjan/ Côte d'Ivoire)

Défenseurs : Bakary Koné (Olympique Lyonnais/France), Steeve Yago (Toulouse/France), Abdoul Aziz Kaboré (Valenciennes/France/2e division), Issouf Dayo (RC Berkane/Maroc), Patrick Malo (JS Kabylie/Algérie), Issa Gouo (sans club), Yacouba Coulibaly (RC Bobo-Dioulasso)

Milieux de terrain : Charles Kaboré (FC Krasnodar/Russie), Bakary Saré (Vitoria Guimarães/Portugal), Adama Guira (Sonderjyske/Danemark), Cyrille Bayala (Daklyeh/Egypte), Abdoul Razak Traoré (Konyaspor/Turquie), Bakary Koné (Dibba Al Fujayira/Emirats Arabes Unis), Yacouba Mando (Kozaf)

Attaquants : Préjuce Nakoulma (Mersin Idman Yurdu/Turquie), Alain Traoré (Lorient FC/France), Aristide Bancé (Chippa United/

Afrique du Sud), Jonathan Zongo (Almeria/Espagne), Jonathan Pitroipa (Al Nasr/Dubaï), Bertrand Traoré (Chelsea/Angleterre), Banou Diawara (JS Kabylie/Algérie), Cyrille Kpan (USFA)

C.D.



longa à Guimaraes. Ce milieu défensif de 25 ans est né à Abidjan de parents burkinabé et a été formé à Anderlecht.

Deuxièmes de leur groupe avec 3 points, les Etalons sont dans l'obligation de prendre des points